

Séminaire itinérant régional

Jeudi 9 février 2017 - 9h30-12h30 et 14h-17h à MARSEILLE

3^{ème} Atelier participatif

« HABITER, C'EST AUSSI SE NOURRIR » *Aménager, c'est aussi nourrir*



Pour lier habitat et agriculture(s), jardins partagés, habitants jardiniers, agriculture urbaine, reconquête du foncier agricole,.....des initiatives existent et continuent d'émerger. Venez les partager et réfléchir ensemble pour voir comment et où les mettre en œuvre sur le territoire métropolitain, et comment aller plus loin?

9h30-13h00 / Atelier autour des témoignages des villes et expérimentations en marche : échanges d'expériences et débats à la MAV PACA - Maison de l'Architecture et de la Ville - 12 Bd Théodore Thurner 13006 Marseille

14h30-17h/ Visite de terrain : Le long du sentier GR2013, de la gare de Ste-Marthe aux contreforts du massif de l'Etoile – Arrêt à la ferme pédagogique de la Tour des Pins

La conception et la préparation de cet atelier ont été assurées par Odile Jacquemin et Jean-Louis Pacitto

Merci à la Maison de l'Architecture et de la Ville de Marseille pour son accueil

Merci à Philippe Terrail pour les décryptages des enregistrements et la rédaction du compte-rendu

Merci à Jean Belvisi pour le suivi photographique

Merci à Maryse Ploch et Léa Beroud pour leur aide logistique à cueillir les mots

Merci à Claire Gausset, Marie Maurage et Manon Dieny pour avoir préparé et assuré la réussite des visites de sites.



Sommaire

Accueil, Contexte et Introduction

1^{er} temps : Témoignages sur les projets en cours p 7

- Le projet du PAT Métropolitain
- Le projet Gardenlab à Gignac
- Le projet de la Cité de l'Agriculture
- Projets d'étudiants de l'Ecole d' Architecture et du Paysage
- Les projets en cours sur Marseille
- Le projet de reconquête agricole de La Seyne sur mer

2eme temps : Ateliers thématiques p 17

- ATELIER 1 : LA QUESTION DU FONCIER : PROPRIÉTÉ PRIVÉE ou BIEN COMMUN et SERVICES PUBLICS –
Quels outils pour lever l'obstacle de l'accès au foncier ?
- ATELIER 2 : HABITER LES MOBILITÉS - **Mobilités, circuits courts et courts-circuits, du « tram-train-marché »**
- ATELIER 3 : ENTRE CULTURE ET SANTÉ - **De la *survie* au *plaisir*, comment choisir *survie ET plaisir* :**
- ATELIER 4 : L'ARBRE ET L'EAU - **Quelle place pour l'arboriculture et l'agroforesterie dans la fabrique de la ville nourricière ?**

Casse-croûte partagé p 31

Poser des mots p 32

3eme temps : Atelier itinérant p 35

le long du sentier GR2013, quartier Ste-Marthe, de la Tour des Pins à Terre de Mars

Liste des participants et sites à consulter p 43

Annexes p 47

1. Capitalisation des résultats des ateliers participatifs du 83 et du 06 à Hyères et à Grasse
2. Article « J comme Un Jardin-pièce-à-vivre-à-toutes-les-saisons, clef des champs pour remettre intramuros l'agriculture nourricière au cœur de la fabrique des Métropoles ... » Odile Jacquemin in l'Abecedaire du logement, Editions de l'Aube, 2014
3. Article « Habiter c'est aussi se nourrir » Odile Jacquemin (revue Biocontact janvier 2016)
4. Présentation du sujet par Jean-Louis Pacitto et Odile Jacquemin « Pour des projets de territoire agro-urbains »
5. Présentation du PAT projet Alimentaire Territorial de la métropole par Martine Therond et Alexandre Lautier
6. Présentation du projet Garden Lab
7. Article le projet Gardenlab par Michel Chiaperro in (revue Ecologik 2017)
8. Contribution de Max Lefèvre de la SAFER, « La forme urbaine : outil privilégié de protection des espaces agricoles »
9. Les jardins du Vieux Moulin et l'Ecocitoyenneté Annexe contrat de ville 2017 Salon par Frédéric Monnot
10. L'agriculture urbaine et le jardin Savournin par Martin Thomas, Articulteur

Accueil, Contexte et Introduction

Accueil par Julie DANILLO de la MAV (Maison de l'architecture de Marseille)

Je vais dire un petit mot sur la Maison de l'Architecture qui accueille ce troisième atelier. Nous sommes ici dans les murs de l'Ordre des Architectes de la région Paca qui accueille l'association de la Maison de l'architecture et ses activités. Nous mettons en place tout au long de l'année un programme de diffusion de la culture architecturale sous des formes diverses, conférences, expositions, des ateliers de découverte de l'architecture pour le jeune public.

Odile JACQUEMIN pour MALTAE (Mémoire A lire, Territoire A l'Ecoute)

Nous devons remercier en premier lieu la Maison de l'architecture et de la ville, qui nous accueille aujourd'hui et tous ceux qui nous ont permis d'être si nombreux aujourd'hui. Il nous arrive d'organiser des ateliers à 10 ou 40, et je tiens à remercier tout particulièrement Filières Paysannes, la Métropole, la Ville de Marseille, et tous ceux qui sont venus aider et qui ont fait marcher le bouche à oreille. La journée se déroulera en trois temps, cet après-midi c'est un travail de terrain que Claire Gausset va présenter (elle tient à votre disposition le plan qu'elle a préparé pour la visite). La matinée se déroulera en deux temps : puisque après la parole donnée à tous ceux qui souhaitent témoigner de leurs expériences et actions qui relèvent de notre sujet, la dernière heure sera consacrée à six ateliers participatifs.

Ce qui nous intéresse c'est de partir du point de vue de l'habitat, et non seulement du point de vue de l'agriculture.



Je vais présenter l'association MALTAE, puisque, basés à Hyères, nous ne sommes pas très connus à Marseille. Nous sommes une structure d'éducation populaire et d'ingénierie culturelle territoriale, engagée depuis près de 25 ans sur les questions d'aménagement du territoire. L'objet social en est « la culture du territoire partagée » et nous regroupons des chercheurs, artistes, dont des architectes, des photographes et écrivains, des pédagogues, qui explorent d'autres manières de pratiquer leur métier et se retrouvent autour de la question du paysage. Nous aimons faire bouger les lignes, notamment par la méthode d'inversion du regard pour accueillir le point de vue de l'autre. Cela fait plus de 15 ans que nous avons initié cette démarche de relier urbanisme et agriculture, plus spécifiquement dans le Var mais pas que ! Nous suivons avec assiduité ce qui se passe à Aubagne, connue pour sa

charte agricole. Nous y étions pour les Rencontres Nationales du Logement et de l'Habitat, qui s'y sont tenues deux années de suite, puis la troisième année, à Avignon, et enfin, à Marseille, en juillet 2015, pour les Rencontres Nationales de l'Habitat Participatif. J'y ai contribué à l'Abécédaire du logement à la lettre J, non pas le J de Jacquemin, mais le J du *Jardin*, concluant par un petit manifeste qui lançait le défi, sous l'apparence d'une boutade, mais le plus sérieusement du monde, d'un m2 de terre agricole à reconquérir par m2 de logement construit. (cf annexes, « *Un jardin-pièce-à-vivre-à-toutes-les-saisons* », clef des champs pour remettre *intramuros* l'agriculture nourricière au cœur de la fabrique des métropoles » in l'Abécédaire du logement, Ed. de l'Aube 2014). Peut-être que le calcul est à affiner, mais le raisonnement qui propose de ré ouvrir des terres agricoles autour des villes au prorata des nouveaux habitants accueillis est on ne peut plus logique et très réaliste. Aux RNHP (Rencontres Nationales de l'Habitat Participatif) de 2015, à Marseille, nous avons imaginé pouvoir prendre l'entrée de l'habitat participatif comme un levier pour décroquer rural et urbain. Nous avons à Marseille toute une structure paysagère, avec les grandes bastides. Plutôt que d'assister soit à la démolition des bastides, soit au démembrement et aux achats par des promoteurs, pourquoi ne pas avoir des projets sociaux d'installation d'agriculteurs pour assurer la transmission de ces grandes bastides ? Il faudrait aussi commencer à quantifier autrement, parce qu'aujourd'hui on n'a plus besoin de disposer d'un hectare, de trois hectares ou de vingt hectares pour installer un agriculteur. Les techniques de permaculture et autres techniques plus vertueuses font changer la donne et il faut lancer des chantiers de réévaluation, en termes de surfaces. Le temps où on ne comptabilisait pas les surfaces inférieures à un demi-hectare dans un diagnostic agricole pour un SCOT est révolu. Aujourd'hui, les inventaires sont à la parcelle !

Je vais vous parler rapidement des deux ateliers qui ont eu lieu avant Marseille. Le premier s'est déroulé à Hyères dans la serre d'un jardin partagé du JHADE, (Jardin d'Hyères Aujourd'hui pour Demain) ; je salue en passant un représentant élu de la commune d'Hyères qui est dans la salle, M. Jean-Louis Banès. Nous étions une trentaine à identifier, à l'image des hortillonnages à Amiens, entre culture et nature, un vrai projet sur toute la zone inondable d'Hyères, qui était autrefois, comme le montrent les cartes anciennes, arrosée et canalisée. Inverser le point de vue, c'est prendre l'eau comme une ressource et non pas comme une contrainte, lui redonner sa place et faire du culturel et du cultural avec un vrai projet agricole en limite de la future ZA. Pour notre second atelier, accueilli par l'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de la semaine de l'Economie Sociale et Solidaire, et en partenariat avec les Incroyables Comestibles, nous avons organisé un ciné-débat autour du thème de l'agriculture urbaine et en conclusion ont été lancées, entre une quinzaine d'autres, l'idée de créer un Conservatoire des Terres Fertiles, comme on a fait un Conservatoire du Littoral, et celle de travailler à l'échelle, non plus d'une ville mais à l'échelle du territoire métropolitain.

Tout cela pour vous dire que l'on ne part pas de rien, et qu'on a conscience que beaucoup de choses se font déjà partout. Il faut ici mentionner tout le travail mené depuis des années par le réseau rural et son antenne en PACA aujourd'hui intégrée aux services du Conseil Régional. Pour les travaux du réseau rural, consultez notamment : sur les Systèmes Alimentaires Territoriaux : <http://europe.regionpaca.fr/que-fait-leurope-dans-ma-region/fonds-europeens-structurels-et-dinvestissement-2014-2020/feader/reseau-rural/systemes-alimentaires-territoriaux/> et Agriculture, Alimentation & Territoire : <http://europe.regionpaca.fr/que-fait-leurope-dans-ma-region/fonds-europeens-structurels-et-dinvestissement-2014-2020/feader/reseau-rural/agriculture-alimentation-et-territoire/>

Jean-Christophe Robert de Filière Paysanne nous en parlera, je citerai également la chaire Unesco de Montpellier qui travaillait la semaine dernière sur le plaisir dans l'alimentation.

Nous voudrions, sur le thème des liens entre urbanisme et logement d'une part et agriculture de l'autre, introduire le terme et le principe de la réversibilité, que plus d'urbanisation conduise à plus de terres agricoles. La réversibilité est un mot en passe d'entrer dans le vocabulaire courant des urbanistes. Cette nature en ville, qui existe depuis les années 1980 comme un des objectifs de l'urbanisme, il faut que cela devienne un véritable objectif, que ce soit un travail sur la résilience des villes, tant pour leur souveraineté alimentaire que climatique : la nature oui, mais au-delà, avoir également l'exigence du comestible. Je reviens du colloque sur l'Arbre et le Territoire... Plus d'arbres en ville est un acquis, mais pour l'arbre comestible, à part quelques rares exemples de vergers urbains, comme à Caen, il y a encore du chemin, c'est un chantier à ouvrir.

L'économie circulaire, c'est aussi la création d'emploi. Et nous le verrons avec les jeunes architectes qui présenteront leur travail, il ne s'agit pas que d'emplois d'agriculteurs mais de toute la chaîne de distribution.

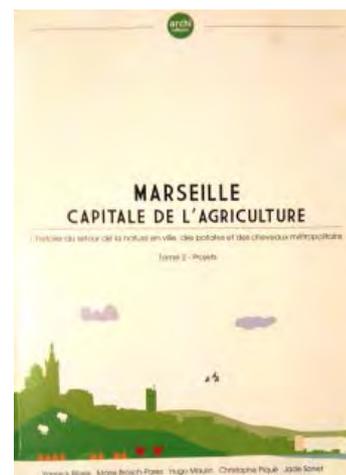
La révision des surfaces, on en reparlera également, et nous aimerions mutualiser les chiffres parce que nous en avons besoin. On parlera d'Aubagne, puisque c'est la référence. J'arrive de Montpellier, qui, pour son projet métropolitain, veut venir voir ce qui se fait à Aubagne depuis 20 ans. Des réalisations il y en a partout en France, comme à Albi avec ses 70 hectares de terres agricoles sanctuarisées. Les Fermes d'Avenir sont représentées aujourd'hui par la ferme adhérente des Sentiers de l'Abondance et Marie Falquet interviendra dans le cours de la matinée ; elle posera sans doute le débat de la récupération politique des initiatives citoyennes. Est-on dans la résistance et force de proposition de la société civile ? Certaines parlent de récupération, mais ne faut-il pas parler d'appropriation par les responsables politiques ? Comment faire la part des deux, où mettre le curseur ? Au-delà des capacités de résistance, ne faut-il pas faire alliance entre les gestionnaires des collectivités territoriales et la société civile pour inventer les politiques publiques ? Ce que certains critiquent comme étant des gadgets, le potager-poulailler sur le toit, la bière parisienne polluée ou non polluée, les abeilles sur le toit de l'Opéra, ne sont-ils pas des témoins de la transition en marche ? A *Valbonne*, dans les Alpes Maritimes, le PLU instaure pour toute construction collective un jardin partagé. Les avancées ont déjà intégré le champ réglementaire. Ils n'en sont qu'au permis de construire, nous verrons le résultat. A Caen on a fait des vergers urbains, mais à Lyon, qui fait partie des références nationales en terme de politiques municipales d'espaces verts, on reconnaît ne pas encore oser franchir le pas de l'arboriculture pour ouvrir au public des vergers urbains.

Nous comptons donc sur vous tous, sur vos idées, sur les structures comme Terre de Liens représentée aujourd'hui par Joël Guitard, sur les Colibris également présents, la Cerise sur le Vélo au nom si poétique. Denise Reverdito, maire adjointe de La Seyne-sur-mer qui nous montrera que dans le Var aussi, il y a des initiatives, les représentants d'Aubagne, et l'urbaniste Michel Chiapiro, qui évoquera un projet sur la commune de Gignac, Hélène Balu qui a beaucoup œuvré à l'Agence d'Urbanisme de Marseille, l'AGAM. Nous comptons aussi parmi nous des professionnels, des étudiants, des citoyens, et des universitaires comme Philippe Langevin présent aujourd'hui et très impliqué dans les mouvements associatifs.

En deuxième partie, nous engagerons le débat à partir des 5 ateliers thématiques préparés auxquels nous verrons si nous pouvons y ajouter un atelier d'écriture, où écrire nos rêves et projections sur le sujet. Les cinq groupes proposent de traiter :

- 1/ l'accès au foncier
- 2/ les enjeux de la mobilité
- 3/ la question du plaisir dans l'alimentation, entre culture et santé
- 4/ l'arbre et l'eau
- 5/ la place de la mer, entre ruralité maritime et l'agriculture littorale

Non identifié : Est-ce que vous connaissez les Archiculteurs ?



Odile JACQUEMIN : Oui, nous étions à leur présentation de « Marseille, capitale de l'agriculture » en 2015 à la Friche de la Belle de Mai. Ils sont représentés ici par leurs collègues du Court-Circuit. Nous avons ce matin, il faut le mentionner, et les en remercier, la contribution des deux écoles de Luminy et de l'ENSP, grâce aux enseignants et surtout aux étudiants qui sont venus accrocher leurs travaux et les présenter. Nous sommes également à la recherche de la manière dont les enseignements s'approprient cette problématique.

Premier Temps : Témoignages des projets en cours

Martine THEROND et Alexandre LAUTIER, PAT (Projet Alimentaire Territorial) de la Métropole (initié à Aubagne)

Martine THEROND : Nous allons vous présenter le projet et la démarche d'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle des Bouches-du-Rhône, lequel a fait l'objet d'un dépôt de candidature auprès du ministère dans le cadre de l'appel à projet 2016-2017 et dont nous en attendons le résultat pendant le Salon de l'Agriculture à Paris à la fin du mois. Le projet n'a pas de nom mais une accroche : « Un territoire productif d'exception au service d'une alimentation locale, durable et de qualité accessible à tous ».

Définition du **PAT** : le Projet Alimentaire Territorial vise à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités, les consommateurs ; son objet est de développer l'agriculture sur les territoires et la qualité de l'alimentation. Il est élaboré de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répond à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial. Il s'appuie sur un diagnostic partagé de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire et la définition d'actions opérationnelles visant à la réalisation du projet.

La jeune Métropole AMP a décidé par délibération le 17 octobre dernier, de s'engager dans l'élaboration d'un PAT à l'échelle du département. Pourquoi le département ? Parce qu'il y a une pertinence. Le syndicat mixte du pays d'Arles est sur les mêmes volontés politiques, et les deux territoires se sont rapprochés pour construire ce projet. 20% du territoire métropolitain est consacré à l'agriculture, c'est la Métropole la plus agricole de France avec presque 2 millions d'habitants (donc un fort bassin de consommation). Dans le pays d'Arles, on compte 150 000 hectares de surface agricole utile. Les deux territoires sont très complémentaires, la SAU du pays d'Arles en représente les 2/3 avec une grande diversité des productions.

Santé, sécurité et souveraineté alimentaire. Une étude montre que si on continue à supprimer de la terre agricole au même rythme, d'ici quatre générations on n'aura plus un seul m² de zone agricole dans le département, alors que l'évolution démographique va être importante.

Le projet est porté par la Métropole en tant que chef de file, le co-pilotage est assuré par le syndicat mixte du pays d'Arles, et nous avons le soutien d'officiels du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. L'objet du projet est de co-construire, avec l'ensemble des parties prenantes et la population, une véritable stratégie alimentaire territoriale. Cette stratégie est au cœur du projet métropolitain, car parler d'agriculture et d'alimentation c'est parler d'aménagement du territoire, c'est faire le lien avec les plans climat, avec le schéma mobilité. C'est donc un projet transversal qui doit être le facteur d'équilibre du développement de la Métropole dans les années qui viennent.

Dimensions économiques, sociales, culturelles, d'environnement, d'aménagement, de nutrition, de santé, tout en répondant aux attentes des habitants qui n'ont cessé de vouloir renouer avec le producteur local et d'être associés à l'avenir alimentaire de leurs enfants et petits-enfants.

On ne part pas de rien, et nous nous appuyons d'ores et déjà sur des partenaires, puisque de nombreuses actions innovantes sont déjà engagées sur les territoires, également des partenaires institutionnels, comme la Chambre d'Agriculture, les Parcs Naturels, le Conseil Régional, les Services de l'Etat, la Ville de Marseille (signataire du pacte alimentaire de Milan).

Le projet est ambitieux, fédérateur et la mise en place en sera complexe. On va s'appuyer sur les expériences de réseaux nationaux comme « Terres en ville » et sur le récent réseau national des PATs. A ce jour, aucun projet de PAT de cette ampleur (géographique et démographique) n'est porté au plan national.

Alexandre LAUTIER : Le PAT s'appuie sur cinq enjeux :

- L'économie de l'emploi : agriculture locale, circuits courts, exploitants agricoles, produits méditerranéens (fruits et légumes), produits de la mer (premier port de France), développement de l'agriculture biologique, etc.
- La santé, une alimentation de qualité pour une population en difficulté, et répondre à la demande générale d'une alimentation plus saine.
- Préservation des terres agricoles, à travers l'urbanisme et l'aménagement (préservation du patrimoine de la Provence)
- Environnement : lien entre le plan climat métropolitain, travail avec le SCOT, gaspillage alimentaire
- Culture patrimoniale, alimentaire et culture provençale et méditerranéenne, en direction des habitants et des touristes.

Les cinq axes de travail pour les 2 prochaines années :

- Développer un PAT fédérateur en s'appuyant sur tous les projets en cours
- Développement de la gouvernance du plan alimentaire à travers un comité décisionnel et un comité de pilotage. La création de trois conseils : inter développement Métropole et pays d'Arles, Conseil scientifique et Conseil du Patrimoine culinaire
- Diagnostic de la production/distribution et diagnostic de la consommation. Mobiliser l'ensemble des parties et la population, ateliers et forums.
- Réalisation des objectifs et du plan d'action
- Capitaliser, évaluer : à la échelle du « micro », c'est-à-dire de la commune, à l'échelle Métropole, et à l'échelle méditerranéenne et européenne.

Martine THEROND : ce dernier axe est très important, parce nous avons l'ambition de faire résonner ce projet, non seulement à l'échelle nationale, mais à l'échelle européenne et euro-méditerranéenne. La complexité de sa mise en œuvre est due à ces différentes échelles et il nous faudra travailler à l'articulation commune grand territoire/international.

Michel CHIAPPERO - Le projet Gardenlab, commune de Gignac

Je suis architecte urbaniste, de l'institut d'urbanisme et d'aménagement régional. Je suis surtout urbaniste conseil de Gignac, une ville de 10.000 habitants, récemment missionnée pour mettre en place la préfiguration, avec le soutien de la DREAL Paca, du projet **Gardenlab**. Je vais rebondir sur les trois échelles dont on a parlé précédemment. L'échelle communale me paraît essentielle, mais je me demande si le terme de « micro » n'est pas un peu ambigu. Le « micro », c'est l'ensemble des initiatives (cf. par exemple « La cerise sur le vélo ») et j'utilise beaucoup le terme de « circuit-court » des initiatives, de la connaissance et de la compétence. La question des échelles est essentielle et je ne peux pas faire l'impasse sur le travail qui a été fait dans le cadre du PLU et du SCOT de MPM qui montre le peu d'agriculture sur l'ex territoire MPM. Il y a des articulations à trouver entre toutes les échelles. (cf. Le Chemin Directeur d'Agriculture Communautaire).

Le dispositif Gardenlab est un projet politique, une organisation politique et une vraie ambition politique locale qui se dit :

- CONTRE la malbouffe, la désorganisation des paysages, le gaspillage, etc.
- POUR participer à la souveraineté/indépendance alimentaire, pour une alimentation saine à l'échelle locale (1000 enfants mangent à midi à la cantine) en passant au circuit-court voire au bio, favoriser l'emploi agricole (installation d'agriculteurs bio), être moteur dans le cadre du PAT. Gignac veut être un support de démonstration pour motiver un ensemble de communes (pour qu'il y ait 10, 20 ou 30 Correns et Mouans-Sartoux).

Le discours du maire est bien entendu de dire : « Qu'est-ce que je fais pour mes habitants ? », mais remarquons en passant qu'aux dernières élections régionales il y a eu 60% d'électeurs Front National sur la commune.

Le projet a été engagé il y a un an et demi. Nous sommes en pleine densité urbaine, avec 37 hectares qui devaient accueillir 1000 logements et plus, et qui, suite à une décision exceptionnelle du maire, donc communale, ont été réintégrés à la révision du PLU intercommunal. Au milieu des 37 hectares se trouve une ferme qui vient d'être

achetée avec 2,7 hectares alentour, qui focalise un certain nombre de projets (animation, accueil, etc.). C'est une ferme urbaine, au bord de la route, destinée à devenir un véritable espace public au cœur de la ville.

Gardenlab est un dispositif en 4 axes :

1. Intervention foncière (Terre de liens, etc.) et accueil d'agriculteurs bios, donc création d'emploi
2. Mieux manger, mieux consommer, avec pour priorité l'alimentation des enfants et le changement vers le bio. Achat dans le village de locaux en rez-de-chaussée pour l'installation de restaurants et commerces bios
3. Savoir-faire, sensibilisation et éducation, potager éducatif en lien avec les scolaires
4. L'expérimental, d'où le titre de « lab » : circuits courts et initiatives locales, animation scientifique (support d'interrogation pour les chercheurs)

Il est important de communiquer, je vous renvoie donc vers un article de 5 pages sur Gardenlab, dans le prochain numéro de la revue Ecologik. (cf. annexe)

Marion SCHNORF, Cité de l'Agriculture



Le projet de la Cité de l'Agriculture est de fédérer, sensibiliser et accompagner toutes les initiatives sur Marseille. Fédérer à travers un lieu, notre lieu de travail, accompagner à travers des formations et sensibiliser à travers des actions.

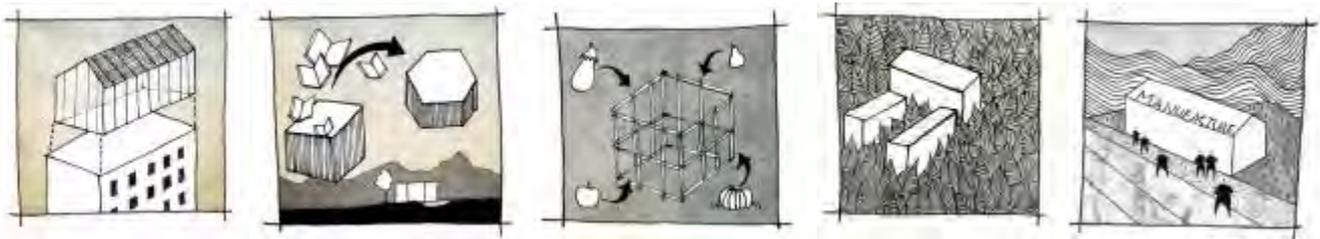
L'accompagnement du travail des étudiants qui est ici présenté, s'est fait à travers un workshop, où nous avons encadré une équipe à l'école Nationale de l'Architecture de Luminy. L'équipe a gagné, notamment car elle était la seule à présenter l'économie circulaire. Ce résultat est enthousiasmant et stimulant et je les laisse présenter leur travail.

Donc, ce que vous allez voir se passe en 2050. Il s'agit de mettre en place un projet d'agriculture sur Luminy, et un système d'économie circulaire. Nous voulons créer une dynamique commune de toutes les entités qui sont présentes à Luminy. On a organisé un cycle de réflexions autour de quelques thèmes comme l'agriculture, le bâtiment (la façon de construire et de traiter les gens qui occupent les bâtiments, l'implantation de nouvelles structures), l'innovation.

FIGUERA Thomas, GIOVANAZZI Nais et MARTIN Gaetan, étudiants lauréats du Workshop avec le projet Ready-Made du champ :

Pour le workshop de l'Ecole d'Architecture de Marseille, il y avait douze équipes de dix personnes. La problématique de ce workshop était le développement du Campus de Luminy selon un scénario de croissance ou de décroissance. Notre équipe a choisi post-croissance et le projet s'appelle « Ready-Made du champ ». La présentation se déroule en deux parties, la première partie est une vidéo qui est l'interview fictive de Luc, qui a travaillé toute sa vie comme gardien du portail de Luminy et qui vient, dans le film, de s'installer comme agriculteur sur le site de Luminy.

Présentation de l'interview de Luc : « Luminy, c'est un endroit comme il en existe partout dans le monde, mais aujourd'hui il est vraiment particulier. Déjà, on est à Marseille, la ville du brassage culturel, la Méditerranée, les Calanques. Eh bien, justement, nous sommes en plein milieu des Calanques. La pinède, le mont Puget, nous sommes dans une petite cuvette. Et c'est en 1963 qu'ils ont décidé d'y faire le Campus. On y a installé les scientifiques, les sportifs, les chercheurs. Mais ils ont fait les choses à moitié. Et puis là-haut, il y avait l'école des architectes et les Beaux-Arts. D'ailleurs, au début il n'y avait que les Beaux-Arts, et puis il y avait le Marketing. Ça ne marchait pas trop, tout était éparpillé çà et là. C'est en 2017 qu'une petite équipe de jeunes architectes est arrivée avec plein d'idées. A l'époque, c'était la mode de la vie en transition. Aujourd'hui on n'en parle plus parce qu'on a passé le cap, mais c'était les prémices. Déjà ils ont réglé le premier problème, remplacer une personne pour une voiture, qui n'arrivait en général pas à se garer faute de parking suffisant. Maintenant, il y a le tramway, plus calme, plus propre, et qui reconnecte la ville à Luminy. Avant il fallait entre 45 minutes à une heure pour venir, maintenant, c'est réglé en trente minutes. Le but a été de reconnecter les bâtiments entre eux, de ré-habiter l'espace public. En détruisant les routes, on a regagné de l'espace et le but était que les touristes qui venaient visiter les Calanques, mais aussi ceux qui travaillaient sur place, se rencontrent. A l'époque, ils avaient tous leurs principes, l'économie circulaire, l'écologie, on connaît la chanson. Maintenant, tout ça, on n'a plus besoin de l'expliquer. Ils nous ont mis des petits animaux et des gens qui venaient s'occuper des petits animaux. On a eu les poules, et les moutons, et les brebis, qui débroussaillaient dans les forêts aux alentours et empêchaient la propagation des incendies. En 2025 c'était déjà bien différent, tout n'avait pas repoussé, les terres étaient un peu retournées, il y avait des animaux. Après, ils ont créé tous les petits canaux, parce qu'il s'avère qu'il y avait des sources, connues mais non utilisés. Maintenant, les canaux alimentent les lacs, passent par-dessus les voies principales. Et tout ça a fertilisé les terres. On a pu faire nos premières récoltes, ramasser les premiers radis, les salades, les potirons. On passait avec nos petites brouettes, on n'avait pas encore beaucoup d'outils, c'était le début. Leur idée, c'était de ne virer personne, ils voulaient que les choses se fassent petit à petit. Alors tout le monde est resté. Pour redonner un peu de vie à l'axe, et ramener les touristes qui ne venaient pas, ils ont construit la manufacture, un bâtiment en terre, où on fait le vin, les fromages, il y a un bar à vin. Les fonctions des bâtiments ont changé.



Par exemple la bibliothèque a été transférée dans l'hexagone, c'est le lieu de rendez-vous des étudiants où ils boivent leur café, où sont leurs associations, et dans la bibliothèque ils ont construit la Halle où l'on vend tous les produits cultivés sur le site. Tous les toits sont plats, parce qu'à l'époque on construisait les bâtiments avec des toits plats, et ils ont donc installé des serres sur les toits. Dans ces serres on a fait de l'aquaponie, de l'hydroponie. C'était jusqu'en 2030, la rue principale commençait à prendre vie. On n'a pas pu garder tous les bâtiments, parce que certains étaient trop vieux et partiellement désaffectés. Mais les architectes n'ont pas tout cassé, ils ont déconstruit, en prenant tous les matériaux qu'ils voulaient garder, les menuiseries, les vitres, les gravats et le béton pour les transformer. Et au bout de l'avenue, la cheminée qui fume est celle du Centre de Réemploi, où les matériaux sont amenés avec la « capsule » pour être retransformés et servir de matériau de construction. Et c'est ainsi que la Manufacture a été construite (menuiserie et vitraux viennent de l'ancienne cité U). Pour certains bâtiments, on a laissé les éléments de structure, façades, planchers, etc. et on y a installé les fermes verticales pour cultiver fruits et légumes en hauteur. Tous ces aménagements ont attirés les médias, les bobos, tous les curieux, et cette renommée soudaine a amené sur le site de nouvelles personnes, comme des chercheurs en agronomie. Et pour faire la place à ces nouveaux arrivants,

les architectes ont construit au-dessus des anciens labos de nouveaux labos destinés à l'agronomie, à l'agriculture, aux expérimentations diverses. Tout cela se passe en 2040. Et tout a continué, les récoltes étaient belles, et on vendait nos produits. Les gens venaient de partout, non seulement de Marseille, mais d'Aix, attirés par tout ce qui se passait à Luminy. On arrive avec le tramway, on monte dans les « capsules » qui permettent de faire la visite commentée à travers tout le Campus. Et dans l'ancienne Ecole d'Architecture, où se trouvait les Beaux-Arts, on y a installé l'Office des Calanques, les clubs de randonnée, escalade et kayak, et le Centre de Recherche sur la Musique. Et tous les ans, nous avons notre festival, le 'Burning Man du Champ', avec de la musique, du théâtre, des animations, promenades et navigation sur le lac pendant une semaine. » (Fin du de la présentation).



Comme on était dans un tissu moderne avec des bâtiments éclatés, la réflexion qu'on a eu, étant donné qu'on supprimait l'usage de la voiture, c'était d'introduire l'agriculture sur toutes les dents creuses et tous les espaces inertes aujourd'hui. On a travaillé avec la topographie et les sources naturelles de Luminy pour irriguer les cultures. On a aussi travaillé avec le vernaculaire et les restanques et les cultures locales. Comme le Parc Naturel des Calanques est autour de nous, il fallait prendre en compte la faune locale, à savoir les sangliers, ce qui nous a amené à disposer tout autour du campus une forêt comestible, pour éviter que les sangliers viennent ravager les cultures. En tant qu'architectes, nous avons bien sûr travaillé sur le bâti. Nous avons pris le parti de peu détruire mais de reconverter les bâtiments existants et d'en changer les fonctions ou de déplacer parfois les structures. Dans les bâtiments créés, il y a la Recyclerie, située dans un bâtiment abandonné. Quand on a transformé certains bâtiments, on a gardé le gros œuvre, pas le second œuvre. La Manufacture est le seul bâtiment construit de toutes pièces avec les récupérations faites grâce à la Recyclerie.

Emmanuel ABOUT, projet le Court-circuit

Nous sommes quatre étudiants au départ, dont deux ici aujourd'hui, à porter le projet de ce diplôme qui traite de l'importance du système alimentaire dans le développement du territoire. C'est une **stratégie alimentaire** qui est portée par le chemin de fer. Le rail y est posé comme élément structurant du territoire, à la fois sur le mode de consommation et de déplacement.

Plusieurs échelles : transport de la production agricole métropolitaine, et transport et diffusion des marchandises dans la zone urbaine (Marseille).

Notre projet porte sur l'emprise logistique en ville pour démocratiser la notion de « terroir ».

Le terroir est porteur d'histoire et de tradition et il participe à l'économie du territoire. Son impact est culturel et paysager. A travers la stratégie alimentaire, on touche à tous les domaines de réflexion qui sont au cœur de la métropole. La mobilité des produits du terroir, le grand paysage économique culturel et touristique et la conservation des chefs-lieux métropolitains. Le terroir n'est plus passif, mais devient un acteur de la stratégie métropolitaine. Aujourd'hui, suite à l'expansion du réseau routier, le terroir est menacé par deux phénomènes : le mitage pavillonnaire qui repose sur les transports et l'acheminement de la métropole, basé sur des longues distances par la route, principalement par camion, plutôt que de se concentrer sur une production locale. Le paradoxe, c'est que la métropole possède un parc agricole très important et très productif, alors que la majorité de la nourriture consommée en métropole provient de l'import. On se rend compte que la majorité des exploitants locaux préfèrent exporter leurs produits avec des schémas logistiques longs plutôt que d'écouler les marchandises sur le circuit court.

Notre projet consiste à intervenir sur ce maillon-là, donc remettre en place un lien efficace de logistique et de mobilité entre le terroir et la ville par un réseau de synapses. Nous intervenons sur le circuit court, sur ce qu'en termes de logistique on appelle « le dernier kilomètre », le dernier point d'acheminement entre le producteur et le

consommateur. Aujourd'hui, le transport est principalement routier, très mal organisé-les flux sont très importants- et il est peu efficace et coûteux. Il est congestionnant pour les villes puisque le tissu urbain n'est pas en mesure d'absorber la dispersion des flux.

Donc, pour favoriser les filières courtes et les rendre concurrentielles, il faut qu'elles puissent massifier et mutualiser leurs marchandises pour être rentables. On peut mutualiser pas mal de choses, comme les messageries, le transport de personnes, les volumes hospitaliers. Quand on parle de mutualisation, on parle plutôt en termes de réseau. Le court-circuit, c'est un grand tuyau qui traverse la métropole et qui conduit tous les flux agricoles et logistiques, grâce à un outil que nous avons baptisé le *tramtrain fret*.

On a en amont des grands pôles logistiques, qu'on appelle agripôles, qui viennent se brancher sur le court-circuit et qui servent à tous les producteurs pour venir décharger leurs marchandises dans un pôle logistique qui permet d'acheminer toutes les marchandises dans les villes de la métropole. Pour mettre en place une telle infrastructure il faut penser la mobilité et nous nous sommes basés sur le ring des interpellations stratégiques. Avec le tramtrain fret on donne aux habitants métropolitains un moyen de transport et on reconnecte tous les chefs-lieux de métropole par ce biais. Ce court-circuit que vous avez vu à l'échelle métropolitaine trouve une terminaison dans les villes puisque les marchandises qui sont collectées en amont sont délivrées en centre urbain. Nous avons choisi Marseille, qui est une ville assez dense et qui est la seule actuellement dans la métropole qui possède des infrastructures ferroviaires qui peuvent accueillir un tel réseau.

Etudiant 2 : On a décidé de développer le modèle de la boucle de Marseille qui nous a paru plus pertinent qu'ailleurs, pour plusieurs raisons : parce qu'elle représente une masse critique importante et possède un réseau de trains et de tramways urbains compatibles entre eux et très proches des tissus denses. Elle va encourager une politique de densification du modèle pavillonnaire. Du Nord au Sud de la ville, les trains et tramways sont raccordés entre eux grâce à un même écartement de rail. Le réseau du *tramtrain* vient densifier le maillage de transport à l'échelle de la ville et de la métropole, et permet de mettre en réseau les grands équipements de la ville, comme le marché d'intérêt national et le marché aux puces et de fabriquer un réseau d'équipements avec les programmes des diverses synapses de divers hôtels logistiques.

Denise REVERDITO, adjointe à la Mairie de La Seyne-sur-Mer : La reconquête agricole et le « sauvetage » du domaine de Fabrégas



La Seyne-sur-mer est une ville varoise de 65 000 habitants, la deuxième ville du Var, elle fait partie de TPM (Toulon Provence Méditerranée), de l'agglomération toulonnaise. C'est une ville à gauche, où un large éventail des mouvements de gauche est représenté.

En ce qui concerne la partie politique, le maire m'a donné une délégation - ce qui prouve qu'il avait bien compris les enjeux - qui s'appelle « Aménagement Durable du Territoire, urbanisme, révision du plan local d'urbanisme, écomobilité, maîtrise de l'énergie, espaces verts, cohésion territoriale, espaces naturels, espaces forestiers, et espaces agricoles ». Nous sommes dans un vrai projet d'aménagement durable et j'avais tous les leviers, ce qui n'est pas nécessairement bien parce que c'est transversal. Nous sommes 7 élus politiques, du MPA au MRC, moi-même je suis Europe Ecologie les Verts, mais, si nous n'avons pas tous les mêmes objectifs en termes politiques, nous arrivons néanmoins à travailler ensemble sur ce projet. Ma première surprise en arrivant comme élu à la commune a été le problème des terres agricoles et ça n'a pas surpris que moi, mais les habitants aussi. Comment faire revenir de l'agriculture à La Seyne-sur-mer quand vous n'avez plus de terres disponibles?

Depuis la fin de la guerre, les terres agricoles ont considérablement diminué pour arriver actuellement à moins de 7 hectares. A été posé pour le PLU l'objectif de reconquérir ces terres agricoles et avec le domaine Fabregas, on va passer à 14 hectares, donc doubler notre potentiel ! Comment faire dans une ville complètement urbanisée, avec un quartier populaire, la ZUP de Berthe -qui s'étend sur 5% du territoire mais compte 20% des habitants-, une zone en bord de mer touristique, un centre-ville ancien ouvrier? Nous avons commencé avec les petites parcelles, jardins familiaux, jardins éducatifs dans les écoles, jardins pédagogiques, jardins d'insertion. Egalement « Nature en ville », c'est-à-dire des bacs dans les lesquels des associations plantent, et un projet avec des bacs verticaux avec fruits et légumes où les habitants pourront venir planter. Nous nous sommes présentés à la labellisation « Territoire Energie Positive » pour une croissance verte ; nous avons été sélectionnés et avons obtenu des fonds, avec lesquels nous avons monté un certain nombre de projets, notamment sur la transformation de l'éclairage public, sur les transports, sur la nature en ville, sur les vélos électriques. Notre ville est très pauvre, et il est important de souligner et de faire savoir aux instances politiques qu'« on peut faire avec rien ».

Je me retrouve dans tout ce qui a été dit précédemment sur le fait de travailler sur différents axes. L'agriculture seule, ça ne veut rien dire, elle fait partie d'un tout et lorsqu'on parle de circuit court, on parle de circuit, il faut travailler aussi sur le transport, etc.

En ce qui concerne l'urbanisme, il est difficile pour un élu de faire avec le PLU mis en place par les prédécesseurs. Aujourd'hui, la révision d'un Plan local d'Urbanisme permet est pour moi la façon de reconquérir des terres.

Le domaine Fabrégas : C'est un ancien domaine à la fois en bordure de forêt et en bordure de mer qui a été très convoité par les promoteurs pendant des années. Nous avons trouvé la solution de le donner au Conservatoire du Littoral, pour geler les terres. Le Conservatoire nous l'a donné en gestion et notre politique a été d'en refaire ce qu'il était à l'origine, c'est-à-dire un domaine agricole. Il est constitué de bois et de très bonnes terres agricoles qui, dans le passé, avaient été des terres maraîchères, que l'on a souhaité remettre en culture. Le potentiel est de 9 hectares, pour l'instant 3 hectares et demi ont été donnés en culture à un agriculteur, qui a un cahier des charges très strict ; puisque le Conservatoire du Littoral n'autorise même pas la construction d'une serre. L'exploitation est en bio. Il a un marché avec la ville, pour cela on est passé par la procédure normale des marchés, qu'il a heureusement remporté. Une partie de sa production est distribuée dans les cantines. Nous avons une cuisine centrale qui fournit 5000 à 6000 repas par jour (maisons de retraites, cantines scolaires, centres de loisirs), et l'agriculteur de Fabrégas en fournit une partie de sa production, pour la cantine. Il y a également un point de vente sur place, deux fois par semaine, dont le succès est important, car, sur La Seyne, nous n'avons que deux maraîchers ; la demande est énorme parmi la population de La Seyne, qui a du mal à se fournir en circuit court. Nous avons fait un forage pour alimenter le domaine en eau. Cet agriculteur travaille seul, ce qui est un tour de force, n'ayant qu'une aide ponctuelle en été pour le ramassage des légumes. Il a une convention de six ans, paye son loyer au Conservatoire du Littoral, selon les règles préfectorales. Il travaille également avec la directrice de la restauration scolaire pour adapter sa production en fonction des besoins. A terme, nous espérons étendre l'exploitation agricole sur les 9 hectares du domaine.

Pour conclure, je dirais que l'agriculture se doit d'être liée à tout ce qui se passe sur le reste du territoire. Il faut avoir une vision globale pour développer nos projets, sinon ils sont voués à l'échec.



Ma mission est d'introduire la visite de terrain prévue cet après-midi, et dont l'idée est de « rentrer dans le concret », sur le secteur de Sainte Marthe, dans le XIV^{ème} arrondissement de Marseille. Que veut-on dire quand on parle de préservation des terres agricoles ? On parle de terres agricoles anciennes, de nouveaux projets. Donc l'idée de cette visite c'est de vous montrer ce que cela veut dire sur le terrain.

Les plans du circuit proposé cet après-midi circulent parmi vous : le circuit est censé illustrer ce qui se passe en matière de préservation de terres agricoles, à Marseille, en ce moment. Le plan du circuit illustre aussi où on en est sur le diagnostic agricole. Il faut dire qu'on travaille actuellement sur le PLU avec obligations assignées notamment de travailler au maintien des terres agricoles et au maintien de la biodiversité. Pour arriver à ce but, la Métropole a engagé un diagnostic agricole sur l'ensemble des 18 communes.

Au préalable, quelques chiffres : il vous a été donné tout à l'heure que dans le PAT, on avait une proportion de terres cultivées sur le département équivalent à 20 % et 150 000 hectares, or nous avons une échelle plus réduite comparée au PAT.

Il faut savoir que sur les 18 communes, le pourcentage est de 2,3 % et la superficie de 1400 hectares de terres cultivées ! On voit la différence d'échelle. Le diagnostic agricole a identifié un potentiel de reconquête de 1000 hectares qui permettrait de passer de 2,3 à 4 %.

Sur la seule commune de Marseille, les chiffres vont paraître encore plus dérisoires : on est à 60/ 70 hectares, soit en pourcentage 0, 3 % du territoire de la ville. C'est tout petit, mais pour autant il est urgent de s'intéresser à ce faible reliquat et on a repéré 140 hectares de reconquête potentielle qui pourraient tripler la surface agricole. A l'échelle de la ville on pourrait passer de 70 hectares à 200 hectares, en pourcentage de 0, 3 % à 1% du territoire.

Au-delà des chiffres, de nombreuses raisons complémentaires justifient de l'intérêt que l'on doit porter à ces hectares de terres agricoles :

- Pour leur valeur en termes de paysage, et on le verra cet après-midi, à Ste Marthe
- Pour la résilience face au changement climatique
- Pour lutter contre le ruissellement
- Pour le stockage de carbone
- Pour l'emploi agricole
- Pour le lien social dont on parle très souvent mais qui est une vraie valeur ajoutée
- Pour la remise en connexion de l'homme à la nature

Si ces terres sont identifiées comme agricoles et porteuses d'une vocation économique, on ne va pas les urbaniser, et elles vont rester des milieux ouverts qui vont jouer un rôle sur les continuités écologiques du territoire et sur le maintien de la biodiversité.

Actuellement, à Marseille, il y a 70 hectares de terres cultivées, et 140 hectares que l'on pourrait remettre en culture. Et sur tout ce potentiel, on constate que seulement 40 % sont protégées. Les zones protégées, ce sont sur la carte, le secteur jaune identifié comme agricole sur le PLU (par ex, les terres de M Garnerone, secteur des Bessons à côté de Sainte Marthe, qui cultive du mesclun), les zones vertes dont le parc Montgolfier qui abrite la ferme

pédagogique de la Tour du Pin, où est installée la chevrrière Marie Maurage, et le secteur en bord du canal, où est installé Terre de Mars, un domaine exploité par d'anciens étudiants de l'École Nationale Supérieure du Paysage. Sur la carte, en creux de ce qui est protégé, il y a de la friche : c'est ce que montrent les aplats verts. C'est là que se trouve le potentiel d'intervention et d'application des nouvelles politiques et nouvelles pratiques, à commencer par la planification, parce qu'aujourd'hui, tout ce qui n'est ni vert ni jaune sur la carte, ce sont des zones urbaines. La question est : que fait-on de tout ce potentiel ? L'idée est de proposer de nouvelles affectations à ces terres qui ont un potentiel agronomique.

Pour conclure : par rapport à la planification et la valorisation des terres, aujourd'hui on a des zones agricoles qui sont repérées au PLU et qui ne sont pas forcément cultivées (à Marseille la moitié des zones du PLU sont des friches) ; ensuite on a des terres cultivées qui ne sont pas en zone agricole, et ensuite on a des terres qui ne sont pas cultivées mais qui représentent un potentiel et qui par contre ne sont pas protégées et qui sont vouées à l'urbanisation si rien n'est fait.

Actuellement tout ceci est en discussion et soumis à l'arbitrage des politiques mais sachez que les services y travaillent !!

Jean-Christophe ROBERT de Filière Paysanne



« Habiter c'est se nourrir, et se nourrir c'est aussi habiter ». C'est à partir du moment où on a changé notre façon de se nourrir qu'on a habité notre planète différemment. Le passage du Paléolithique au Néolithique, quand on a commencé à domestiquer des animaux, les semences, à organiser nous-mêmes notre approvisionnement alimentaire, à se sédentariser, à développer des Mégapoles, le Croissant fertile s'est mis en place de cette manière. Tout cela a entraîné la constitution de bandes armées, les guerres. L'alimentation génère énormément d'impacts sur notre façon de faire société. L'augmentation du rendement agricole aux XVIIème et XVIIIème siècles a permis la Révolution Industrielle, qui a refaçonné totalement nos paysages, on le voit encore aujourd'hui partout autour de nous. On arrive aujourd'hui à un carrefour de notre histoire, et nous voyons bien que notre façon d'habiter notre planète est en train de la détruire et de nous mettre en péril collectivement. Nous sommes obligés de nous questionner en profondeur sur la façon dont on va continuer à habiter cette planète et je pense que c'est pour cette raison que la question de l'alimentation est en train de revenir en force. Un exemple typique que sont les projets alimentaires territoriaux dans la loi agricole de 2014 montre bien que cette préoccupation collective de l'alimentation est au centre de ce qui fait loi dans notre pays. Un exemple concret, c'est que le projet agricole de la Métropole est en train de conditionner l'ensemble des projets métropolitains, au travers des questions d'habitat, au travers des questions de transport, au travers des questions de climat, et la question climatique est essentielle pour notre avenir. L'alimentation est à la base d'environ 40% des gaz à effet de serre que nous produisons à l'échelle mondiale, donc il faut impérativement repenser la façon dont on mange, dont on habite et dont on fait société ensemble.

Nous avons vu que beaucoup d'initiatives sont en train de se mettre en place. Nos amis du Court-circuit nous ont parlé de synapses. Les synapses c'est ce qui nous permet de nous connecter à l'intérieur de notre cerveau pour faire

circuler l'énergie de l'information et de l'intelligence. Nous sommes tous ici présents autant de synapses potentielles, qui créent de l'intelligence, qui diffusent et mettent en lien. Nous avons besoin de nous fédérer, au-delà de tous les clivages. Sur l'agriculture urbaine, on entend parler de risque de récupération par une vision économique, je crois qu'il faut qu'on soit confiant dans notre capacité à ancrer la résilience, c'est-à-dire dans notre capacité à se connecter les uns aux autres. Si l'économie s'en mêle, tant mieux, une économie sociale et solidaire serait encore un plus.

Pour conclure, le XXIème siècle sera collaboratif ou ne sera pas.

2ème temps, Ateliers thématiques

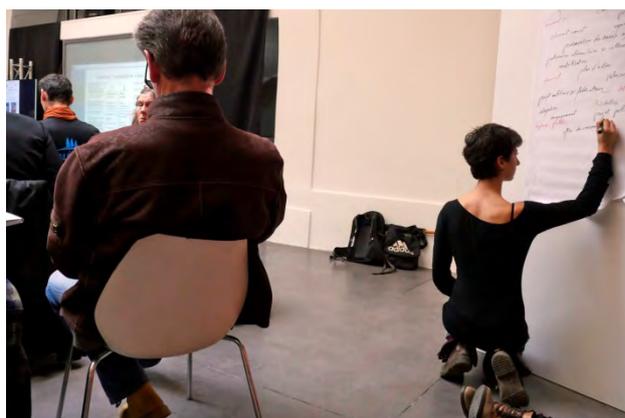
Par manque de temps, les ateliers prévus initialement en sous-groupes se sont déroulés en séance plénière.

ATELIER 1 : *Un p'tit coin de paradis ... mon truc à moi*

LA QUESTION DU FONCIER : PROPRIÉTÉ PRIVÉE ou BIEN COMMUN et SERVICE PUBLICS –

Quels outils pour lever l'obstacle de l'accès au foncier ?

- ✓ De quel foncier parle-t-on ? le foncier de la ceinture urbaine, les dents creuses, les friches ? Quid du territoire maritime, comment éviter sa privatisation et le resocialiser en bien commun ?
- ✓ Quel avenir pour l'emphytéose ?
- ✓ Si l'on veut accroître le nombre d'agriculteurs, comment associer à une politique foncière agricole une politique d'habitat pour loger ces nouveaux agriculteurs ?
- ✓ A l'image des foncières de Terre de Liens et d'Habitat et Humanisme, peut-on imaginer le montage de foncières mixtes dédiées à des projets ? Comment encourager des portages concertés de l'EPFR et de la SAFER ?
- ✓ Comment développer les pratiques des agricultures sans terres et des agricultures sans propriété ? (apiculture, cueillette, pêche etc...) ?
- ✓ Comment renégocier le rapport forêt-agriculture, dont élevage et agroforesterie ?
- ✓ La gestion collective de la ressource et du milieu marin par les prudhomies, les concessions et baux donnés en mer, tels que les récifs frayères immergés, les fermes flottantes, les navires de pêches peuvent-ils servir de modèle pour les nouvelles pratiques agricoles en « terre ferme » et urbaines (toitures terrasses ?)
- ✓



Contribution de Max LEFEVRE, pour la SAFER

Max Lefèvre, directeur régional de la SAFER, n'a pas pu être des nôtres et a proposé une note de trois pages, pour contribuer à distance à cet atelier. Cette contribution est disponible dans son intégralité en annexe. La contribution développe sous le titre « La forme urbaine : outil privilégié de protection des espaces agricoles » notamment les trois points suivants : 1. l'enjeu du travail sur la forme urbaine pour éviter l'étalement urbain et la consommation des espaces agricoles ; l'importance de la vigilance citoyenne comme arme efficace, complémentaire des PLU. 2. Le

changement de destination : une procédure efficace mais ... ignorée. Art R 151-27 et R 421-17 du Code de l'urbanisme. Enfin, en troisième point, l'agriculture biologique, comme nouvelle priorité des SAFER.

Joël GUITARD, pour « Terre de liens PACA »

Je représente ici le mouvement « Terre de liens » pour la région Paca, je vais donc parler du foncier, puisque c'est l'objectif de ce mouvement de faire en sorte que le foncier agricole soit protégé le plus possible, compte tenu des différentes destinations qui sont imposées au foncier. Nous veillons également à la préservation du type de culture développée sur ce foncier, c'est-à-dire une agriculture correcte et saine qui permet de vivre.

La question que je voudrais poser au groupe présent est : « Est-ce qu'il y a d'autres outils, est-ce qu'il y a d'autres idées pour répondre à cette mobilisation du foncier et son utilisation de base qui est la fonction nourricière ? »

Claire POUTARAUD, « Agir en ville »

On agit beaucoup à la campagne, au sein d'un bureau d'études aménagement, urbanisme et architecture. Ce qui est très important, c'est le PLU, comme disait Mme Reverdito de La Seyne-sur-mer, car c'est avec les révisions successives du PLU et un pouvoir politique ambitieux qu'on peut changer les choses. En tout cas, c'est un des outils, ce qui n'empêche pas toutes les interventions, qu'elles soient privées ou publiques, qui peuvent aider dans la récupération des terres agricoles pour empêcher de les bétonner. Il faut tout un accompagnement des élus et de leurs équipes pour qu'ils comprennent quels sont les enjeux, notamment dans les communes rurales.

Marie FALQUET, « Les sentiers de l'abondance », du réseau Fermes d'Avenir

Je représente une toute petite structure des Bouches-du-Rhône qui s'appelle « Les sentiers de l'abondance ». Nous cultivons en bio des herbes aromatiques et médicinales, et nous faisons partie du réseau « Fermes d'avenir », qui est un modèle de toute petite unité de production en maraîchage et permaculture, sur des superficies qui font moins d'un hectare, avec l'intention de créer trois emplois à plein temps. Le but c'est d'en faire un modèle économique fonctionnel et qui marche. En ce qui concerne la question du foncier agricole, c'est très bien de vouloir préserver les surfaces agricoles existantes, ce qui est notre cas, mais la législation est très stricte. La MSA nous impose, si on est dans une zone agricole, qu'on ne peut avoir aucune autre activité qu'agricole, alors que je pense que l'avenir c'est de pouvoir exercer plusieurs activités. Nous avons une unité de production, mais également de formation, des activités pédagogiques et culturelles, et tout cela n'est pas pris en compte. Autre contrainte : nous n'avons pas le droit de créer une aire de stationnement pour les visiteurs qui viennent nous voir en voiture. Je voulais donc insister sur les effets pervers de la préservation des surfaces agricoles, alors que nous sommes tout à fait favorables à la préservation et la remise en culture, c'est ce que nous faisons et c'est sur quoi nous travaillons.

Joël GUITARD :

Pour rebondir sur la question du PLU, c'est un dispositif important pour la préservation des espaces agricoles, mais le rôle de « Terres de lien », justement, est de sensibiliser les citoyens pour qu'ils aient leur mot à dire sur les PLU. Les PLU ne sont pas qu'une affaire d'élus et de techniciens, les citoyens ont le droit de s'exprimer sur la question du foncier sur lequel ils vivent et travaillent. Les règlements qui sont dans les PLU sur des zones agricoles sont des sujets de discussion importants, et les règlements sont toujours délicats. Si on en fait trop, on empêche en effet de mener d'autres activités que celles liées à l'agriculture sur les zones agricoles, il faut se protéger des effets pervers qui sont utilisés dans la réglementation.

Martine THEROND :

L'enjeu du Projet Alimentaire Territorial, le cheval de Troie au sein de ce projet, c'est la question du foncier. Sans le foncier rien n'est possible. L'entrée alimentaire est formidable pour fédérer et pour contrer le discours que l'on entend au quotidien : « pourquoi voulez-vous protéger puisque personne ne veut s'y installer ? Les jeunes ne veulent pas faire de l'agriculture. Ou alors vous allez installer des gens qui sont en reconversion et qui ne connaissent pas l'agriculture. » Il faut démontrer que c'est possible et revenir sans cesse sur la vocation économique de l'agriculture. Nous avons dit 20 000 emplois directs, ce qui veut dire qu'on peut multiplier par deux ou par trois si

on développe toute la filière. Nous avons bon espoir sur ce projet, pour que la réflexion, tant au niveau communal, intercommunale ou de la Métropole, puisse intégrer cette composante.

Michel CHIAPPERO :

Je pense qu'il faut arrêter de parler de la « protection des zones agricoles » comme d'un seul projet de protection. Certes il faut protéger les zones agricoles, mais la question est d'avoir un projet agricole, alimentaire, territorial et urbain, sinon ça n'a pas de sens. C'est un vrai projet politique, donc il faut avoir des élus, les maires des communes, qui ont un projet. S'il n'y a pas de projet, il n'y a pas de plein, et la nature a horreur du vide. Quand on sait le coefficient multiplicateur financier entre une zone agricole et une zone urbaine - cela va jusqu'à 200 fois le prix - il y a des coups de fusils qui se perdent. Donc, pour conclure, arrêtons d'avoir du vide, il faut du plein, donc un projet politique.

Pascal MINKY pour HG 13 (Habitat Groupé 13) :

Le foncier, c'est ce qui bloque aujourd'hui tous les projets, qu'ils soient d'Habitat Participatif ou autres. Aujourd'hui, dans les PLUs, la difficulté c'est qu'on est soit agricole soit constructible. De 1 à 5 euros en agricole, de plusieurs centaines d'euros en constructible. Aujourd'hui on peut faire des petits projets de collectifs, quinze à vingt logements, qui abritent un agriculteur, 5000 m2 en permaculture, on peut faire des toilettes sèches, des circuits très courts. Mais on est bloqué. Et quelles peuvent être les réponses des élus là-dessus ?...

Si on débloque le poids du foncier, on pourra proposer des projets, ce n'est pas ça qui manque.

Odile JACQUEMIN :

En parlant du logement de l'agriculteur, nous sommes tout à fait dans le sujet. Hier nous étions avec le maire d'Hyères pour lui présenter Terre de liens et la Fondation Terre de liens pour lui montrer de quelle façon les collectivités locales peuvent entrer dans Terre de liens et ils ont vu l'intérêt de développer un projet agricole et alimentaire sur Hyères (qui est une ville jardin), si on peut faire un projet Terre de liens, comme cela s'est fait à Aubagne en partenariat public-privé avec la commune. Cela peut servir de déclencheur.

La question est : que fait-on pour changer d'échelle ? On ne peut tout de même pas imaginer qu'à l'échelle de la Métropole, Terre de liens sera le seul opérateur pour le foncier ?

Eric MULLARD, technicien agricole, formateur en paysage

Je participe à de nombreuses enquêtes publiques sur le PLU, je remarque une chose, c'est que malheureusement, il y a peu de participants. Est-ce un problème de communication ? Les bureaux sont vides, et sur les cahiers d'observations on trouve très peu de remarques. C'est très dommage, parce que nous sommes tous citoyens et nous devons faire part de nos observations, malgré les commissaires enquêteurs qui vous disent que le PLU est déjà fait. En réalité ça n'est pas le cas. On en est en ce moment au PLUI, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, on n'en est pas encore au stade des enquêtes publiques, on est en amont donc c'est maintenant qu'il faut intervenir. Il faut apporter des projets, je suis bien d'accord, mais c'est au niveau du PLU qu'il faut agir, il faut protéger les terres, sinon on est foutu !

Hélène BALU, urbaniste

Je m'intéresse à la question agricole depuis très longtemps. Oui il faut protéger les terres agricoles, oui ça passe par un projet, cependant le PLU n'est pas gravé dans le marbre, ce n'est pas parce qu'une équipe municipale vote le PLU qu'on aura une assurance de la protection des zones agricoles. Donc il faut aller au-delà du document d'urbanisme, et ce sont ces outils de préservation qui sont essentiels et sur lesquels il nous faut réfléchir collectivement. Du point de vue de la pédagogie, je suis commissaire enquêteur dans le 84 et je vois qu'il y a tout un monde qui nous sépare de la réalité de terrain et de la réalité d'élaboration des documents d'urbanisme. Je pense que nous tous ici, qui sommes en quelque sorte des militants, nous avons un travail de pédagogie à faire, de communication, d'acculturation. Pour la plupart des gens, les thématiques et les problématiques dont nous avons parlé ce matin, apparaissent comme quelque chose de très lointain. Je crois qu'il faut que nous ayons des moments de partage au quotidien, c'est le jardin partagé au pied de l'immeuble, des actions et des rencontres ici ou là, des lieux où chacun

d'entre nous va pouvoir porter la bonne parole. Il me semble impératif qu'au-delà de cette journée nous puissions trouver les moyens de prolonger la réflexion avec des petits documents, par des petits groupes. Il y a déjà beaucoup d'associations présentes aujourd'hui et c'est merveilleux. C'est sur ce point qu'il faut à mon avis insister pour partager plus largement.



Sylvie HERNANDEZ, animatrice du Conseil de Développement du Pays d'Arles

Nous sommes engagés dans le projet alimentaire territorial à l'échelle du département. Je suis d'accord sur le souci de pédagogie pour élargir le cercle des convaincus. Quand on présente un PLU, on présente un projet déjà ficelé, une stratégie, et on présente un règlement, ce qui met forcément à l'écart. Par contre les enjeux - et on les présente rarement- concernent les citoyens. Nous venons de faire des réunions de présentation du PADD, la partie réglementaire du SCOT, avec évidemment très peu de monde présent, par contre, lorsque nous avons dit que nous allions consommer 50% de moins en terre de ce que nous avons consommé dans les dix dernières années, les gens ont pris conscience que leurs enfants devront payer les terrains hors de prix pour faire construire leur maison. Et là, nous sommes au cœur des enjeux, ce qu'il faut partager avec les citoyens et mettre en débat. Il y a ce lien entre habiter et se nourrir, et il faut comprendre que densifier, cela veut dire que les modes d'habitat vont devoir changer. C'est ce qu'il faut mettre en débat avec la population. Il faut donc s'interroger sur les formats. Par exemple moi, au Conseil de Développement, je me pose la question de comment faire passer auprès des habitants les enjeux qui sont dans le projet alimentaire territorial.

Ma proposition, c'est de travailler avec ceux dont le métier est d'aller parler aux autres, notamment ceux qui sont dans le spectacle vivant. Pour parler au grand public et l'amener à venir vers nous pour en débattre

Denise REVERDITO :

A la Seyne, il nous reste encore quelques hectares, six exactement, qui sont en zone à urbaniser. Donc je vais sortir de la zone à urbaniser, mais vous imaginez la réaction du propriétaire lorsqu'il va apprendre qu'il va se retrouver en zone agricole ou en zone naturelle ! J'espère que vous tous ici présents viendrez me prêter main forte pour faire paravent, parce qu'il faut être lucide, nous avons aussi ce genre de problème à régler.

Pour ce qui est de la concertation, et du fait que les habitants ne sont pas très concernés, à La Seyne nous travaillons beaucoup avec les CIL, avec les Conseils de quartier, et nous avons mis en place des ateliers de concertation. Dans un cas précédent, nous avons eu un PLU qui avait énormément densifié, dans des quartiers non préparés, avec des équipements publics qui ne correspondaient pas, la voirie n'était même pas prévue et on a dû construire sur les trottoirs en rétrécissant les rues. Donc le but du nouveau mandat est de stopper l'urbanisation sauvage pour vivre bien dans la ville. Nous nous concertons dans les quartiers vraiment sensibles, avec les habitants qui sont venus donner leur avis. Nous avons tenu compte de leurs suggestions pour arriver à un consensus. Chaque fois que

j'entends parler d'un problème dans un Conseil de quartier, je leur dis que nous allons travailler ensemble, parce que je sais très bien que lorsque le PLU va sortir, les problèmes se poseront, et je préfère les régler en amont.

En ce qui concerne la préservation des terres, il est très facile de refaire un PLU, ça prend du temps, mais on peut le refaire. Vous avez affaire à une politique d'urbanisation, qui est de faire passer la ville de 50 000 à 90 000 habitants. Maintenant, nous nous sommes fixés 70 000, mais on ne pourra pas les tenir, même avec le nouveau PLU. Donc on se donne les moyens de changer un PLU, et en plus on doit passer à l'intercommunal, donc on veut figer les choses avant. J'essaie aussi de travailler au niveau du SCOT, je ne sais pas si c'est plus sécurisant, mais j'arriverai peut-être à figer les choses. Ce que je trouve inquiétant c'est que tous les six ans on fait table rase de tout ce qui a été fait avant, et pour la préservation des terres agricoles, c'est préoccupant.

Michael BIDEAU Association Elémenterre, Aix-en-Provence (petites unités de production agricole et logements)

Nous accompagnons beaucoup de porteurs de projets sur la production agricole et unités de logement. Nous avons un gros blocage pour mener à bien ces projets, parce qu'on a un problème d'échelle, ce sont des petites unités, et en face de nous on a une législation et des interlocuteurs qui ne sont pas du tout adaptés à ce type de production. Du point de vue de l'habitat et du logement, on va avoir une grosse problématique au niveau du coût. Il y a une échelle de 1 à 200 du coût d'accès pour se loger et ce sont des problèmes législatifs. Nous faisons de l'accompagnement aux projets. Nous avons beaucoup de gens qui ont des compétences et une volonté pour former ces unités de production (des personnes formées à la permaculture, des architectes et ingénieurs qui travaillent sur des habitats légers) mais il y a un vrai vide juridique, que la loi ALUR essaie de combler. On essaie de travailler avec les collectivités territoriales et des élus, que nous avons beaucoup de mal à joindre. Depuis quatre mois nous avons déjà douze projets en cours, dont certains de plusieurs dizaines d'hectares. Je lance un appel à tous ceux qui veulent s'informer de nos projets et surtout, compte tenu des blocages que nous rencontrons, à tous ceux qui peuvent nous aider, afin que l'on puisse mutualiser nos efforts. Parfois nous arrivons à trouver un arrangement avec des propriétaires privés, qui nous concèdent de 1 à 6 hectares, mais malgré cela, même si le propriétaire met à disposition la terre à un producteur, on va rencontrer des blocages législatifs sur de nombreux points comme le logement, la voirie, la viabilisation, etc. Donc j'aimerais que nous réfléchissions ensemble à ce concept de petite unité de production et logement.

Pour vos idées, suggestions, mutualisation, etc. contactez-nous à : Elementerre-paca.org

Odile JACQUEMIN :

Pour conclure l'atelier foncier, rappelons-nous que les jardins partagés sont nés aux Etats-Unis d'un mouvement de désobéissance civile. Ceci pour dire que les initiatives citoyennes sont très importantes.

ATELIER 2 : je ne reconnais plus personne en Harley Davidson....

HABITER LES MOBILITÉS - Mobilités : circuits courts, courts-circuits, du « train-tram-marché » aux marchés flottants...

- ✓ On passera bientôt plus de temps dans les transports que chez soi ou au travail : comment mieux habiter les mobilités ? En sous-sol, au sol, sur l'eau des canaux, fleuves, rivières et étangs, en mer côtière, dans les airs, ... et si on favorisait les rencontres sur le territoire métropolitain entre l'eau, la mer, la terre, les airs,.. pour diversifier les mobilités des hommes et des matières, les circuits courts, les croisements ?...
- ✓ Quelles déclinaisons de « Habiter c'est aussi se nourrir » dans les transports ? comment encourager, accompagner les nouvelles pratiques en vélo, sur route, sur rail, sur mer... ?
- ✓ On pense circuit court, de la terre à l'assiette, avec le transport de marchandises et l'approvisionnement en denrées, qu'en est-il de l'accès aux territoires concernés pour les travailleurs ou candidats potentiels, urbains ?
- ✓ Quid de la relation habitat-travail, pour l'agriculteur ?
- ✓ Comment définir la proximité, le voisinage ?
- ✓ Quid de la saisonnalité dans une métropole touristique ?

Odile JACQUEMIN :

Aujourd'hui on habite nos mobilités, on passe plus de temps dans les transports que sur son lieu de vie ou son lieu de travail. Il faudrait les valoriser, inverser le regard, en faire une ressource et un potentiel de créativité. Aujourd'hui, quand on pense circuit court, on pense toujours de la terre à l'assiette, mais est-ce qu'on pense aussi aux travailleurs ? S'il y a un potentiel de 30 000 emplois, comme souvent les gens sont urbains, il faut penser à la mobilité des travailleurs qui se déplacent sur les terres. On a aussi évoqué la question habitat-travail pour l'agriculteur et enfin la question de comment définir la proximité. Que veut dire la proximité quand on est à l'échelle d'une Métropole qui dépasse un département ? Quelle est la bonne distance de nos proximités ?

Nicolas PICHERAL, de Mouvinov

Cela fait vingt ans que je fais des études de transport et mobilité, et nous sommes en général confrontés au cloisonnement des thématiques. Nous travaillons avec les services des transports, des associations d'usagers, les transports publics, etc., et allier le côté humain, sociologique et comportemental de la mobilité c'est une chose qui commence à peine à émerger mais qui est peu fréquente. Je vous donne un exemple : en ce moment nous sommes en train de réfléchir, sur la Métropole, à la question de la mobilité sur le thème des zones logistiques. Il y a 2,5 % des chiffres du chômage qui sont liées à des difficultés d'accès à l'emploi. Il y a des zones d'emploi logistiques, il y a des candidats, mais le lien entre les deux ne fonctionne pas. On demande en général aux candidats d'avoir une voiture ou le permis, mais ce sont souvent des catégories socioprofessionnelles qui n'ont ni permis ni voiture. De plus, les politiques publiques n'orientent pas sur le « tout voiture ». Donc notre réflexion porte sur ce type de situation, pour essayer de trouver une solution : covoiturage, auto-partage entre les entreprises, et autres. On peut avoir le même genre de réflexion sur les circuits courts et les productions agricoles. On a parlé de déplacement, de logement à proximité des zones de production, et il y a la question du déplacement des marchandises et des ouvriers. Il y a ces deux questions dans le transport/mobilité, auxquelles s'ajoute la préoccupation des usagers, leur mode de fonctionnement, leur comportement et leurs envies. Dans l'agenda métropolitain de mobilité, on trouve l'armature de transports collectifs sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône. On ne parle pas trop de fret dans les transports collectifs, mais ça pourrait évoluer dans ce sens. Cela vaudrait la peine d'ouvrir le service transport-mobilité aux autres thématiques, telles que circuits-courts et production agricole. Je voulais seulement ouvrir le débat sur ce sujet, où s'illustre le cloisonnement entre les techniques.

Emmanuelle Boggio Pola, « La Cerise sur le Vélo » (Vente ambulante de plats cuisinés, Marseille)

L'objectif de la Cerise sur le Vélo est de contribuer à un changement de comportement et de mentalité en termes d'alimentation. Nous proposons deux choses : des plats cuisinés bios et locaux transportés en triporteurs

électriques, vendus dans la rue et également des ateliers de sensibilisation à destination des étudiants, des entreprises, ou administrations, qui cherchent à sensibiliser leurs collaborateurs à la question alimentaire. Les plats sont préparés dans une cuisine fixe, dans un restaurant, et transportés tous les jours avec les triporteurs sur des emplacements fixes, pour vendre les plats dans la rue à des prix accessibles (c'est l'un de nos enjeux). Nous n'en sommes encore qu'au début de notre projet, donc nous recherchons actuellement des cuisiniers, des restaurants pour louer les cuisines, et des relais au niveau de l'administration pour obtenir un ou des emplacements publics, car pour l'instant je ne suis positionnée que sur des emplacements privés. Je vais lancer une campagne de financement le mois prochain avec KissKiss BankBank.

J'ai beaucoup travaillé pour GreenPeace, et la question de la sensibilisation m'est chère, c'est pourquoi je veux développer des ateliers, dans un format original et ludique en évitant la culpabilisation et l'aspect clivant... tout en restant militant ! Je suis très attachée à l'approche collective, donc toutes les idées et les énergies sont les bienvenues.

Linda CAPELLINI, pour « Potager en ville »

Je vais répondre à Emmanuelle, de la Cerise sur le Vélo, parce que je trouve votre initiative exemplaire. En ce qui me concerne, j'ai créé une plateforme de jardins partagés, ou plutôt j'aime à dire, de « jardins à partager » ou « d'espaces à partager ». Je me suis déplacée aujourd'hui de Nice, mais je me déplace à peu près partout, pour écouter et comprendre ce qu'à notre niveau on peut apporter. L'idée est que chaque porteur d'initiative ait envie de faire partager cette initiative et la faire connaître, que vous soyez une association, un particulier ou une entreprise, une collectivité locale ou territoriale ; nous sommes convaincus que dans le partage de la connaissance de toutes les initiatives émergentes et existantes, on peut trouver une partie des réponses aux questions des porteurs de projets.

Pascale VEDER, Monnaie locale complémentaire et citoyenne, Avignon

Je voudrais vous proposer de rejoindre le réseau de la Roue, la monnaie locale complémentaire et citoyenne. Je suis sur Avignon, je m'occupe du groupe local du Grand Avignon, mais il y a aussi SEV 13 sur le Vaucluse et sur Marseille, le pays salonnais est lui aussi très actif. Il y a d'autres monnaies sur la région, mais la Roue part de Gap, jusqu'à Marseille, en passant par Avignon, puis Sisteron avec Sev 04 et Sev 05. Monnaie en pays d'Arles va aussi utiliser la Roue, ainsi que Monnaie en pays d'Aix qui va démarrer cette année. Il s'agit d'un réseau de professionnels et de consommateurs qui pourraient intéresser les agriculteurs, pour monter des magasins bios et des restaurants bios. Nous essayons d'avoir des partenariats avec des collectivités territoriales. Dans le Grand Avignon, nous essayons d'utiliser la Roue comme outils de développement local pour redynamiser le centre-ville et pour travailler sur la filière agricole. Nous avons réussi au bout de quatre ans à avoir tous les agriculteurs bios du territoire. Nous essayons également de lier toutes ces actions avec l'habitat, puisque nous sommes en contact avec des élus qui sont très intéressés par cette thématique. Par rapport à tout ce qui a été dit aujourd'hui par les uns les autres, je pense que la Roue est un outil qui peut être utilisé sur beaucoup de territoires.

Virginie LOMBARD, jardins partagés, Marseille

Nous sommes tout-petits, installés sur les quartiers nord de Marseille, où je mets en place des projets de jardins partagés depuis une dizaine d'années. Je faisais aussi partie de la coopérative « Hôtel du Nord » avec qui nous faisons beaucoup de balades sur le terrain. Nous avons un petit jardin productif en cœur de cité, avec les habitants de la cité. Nous avons aussi trouvé une autre parcelle, pour laquelle nous travaillons avec le bailleur, 13 Habitat, le propriétaire des terrains, assez sensibilisé à la question des jardins. Nous voudrions créer une ferme urbaine sur une micro parcelle de 3000 m². Je travaille également avec Foresta, sur un projet avec Hôtel du Nord, dans lequel je m'occupe de la partie botanique. Je lance un appel à tous ceux qui voudraient participer à ce projet.

Frédéric MONNOD chef de projet, politique de la ville au Conseil de Territoire des pays salonnais (Métropole Aix-Marseille Provence)

Salon-de-Provence est la ville d'Adam de Craponne, celui qui a irrigué la Provence, qui a enlevé les marécages du pays salonnais, permettant aux terres agricoles de produire depuis quelques siècles déjà. Je veux vous parler d'une des associations qui intervient en pays salonnais dans le domaine des jardins partagés depuis 2007, sur la Cité de la Monaque. C'est une expérience très intéressante sur une parcelle communale de 5000 m² mise à disposition par la

commune de Salon-de-Provence. 2500 m² sont mis à la disposition de 41 jardiniers, une cabane pour deux jardins, et 2000 m² en jardin pédagogique. Le projet a vu le jour après le diagnostic des Jardins d'Amélie en 2001, et s'est concrétisé en 2007 dans le cadre de la politique de la ville. Je rappelle que la politique de la ville consiste à mettre à niveau des quartiers en difficulté, qui représentent à peu près 10% du territoire en France et 0,2% des budgets. Nous avons un gros travail partenarial, centré sur l'habitat, et depuis 2007 sur l'agriculture par le biais des jardins partagés. Ils sont portés par une association d'éducation populaire, qui s'appelle le Centre d'Animation du Vieux Moulin. Ils ont servi de prétexte pour réactiver un certain nombre de relations sociales qui n'existaient plus dans la cité. La Cité de la Monnaie comporte 310 logements. Il était facile, en matière de politique de la ville et d'animation sociale de mobiliser les femmes, un peu plus difficile de mobiliser les hommes. L'expérience des jardins a permis de mobiliser les hommes à partir de projets qu'ils se sont appropriés, une quarantaine de jardiniers, qui ont participé à des ateliers nutrition, ce qui est original pour les hommes, sachant que la cuisine est plutôt le domaine réservé des femmes. Le travail se fait conjointement avec une autre association « Travail Action Santé », qui travaille dans la nutrition. Ils ont mis en place des petits déjeuners pédagogiques, des repas conviviaux à partir des productions locales. L'agriculture en matière de politique de la ville c'est surtout un moyen de mobiliser les gens pour qu'ils parlent entre eux, pour qu'ils travaillent à des activités, les mettent en place et les coproduisent, et pour qu'ils puissent améliorer leur cadre de vie et leur alimentation. Ces projets d'agriculture urbaine et d'alimentation sont inscrits dans un projet plus large d'aménagement autour des ensembles immobiliers. Nous n'avons pas de bailleur partenaire, puisque le terrain mis à la disposition par la commune n'est pas dans une proximité immédiate des immeubles. Le terrain, qui n'appartient pas au bailleur social est à trois minutes à pied. Des initiatives du même type peuvent très bien être mises en place au bas des immeubles. Nous nous occupons aussi du territoire de Berre l'Étang, et en liaison avec les bailleurs sociaux, nous cherchons des partenaires pour nous aider à mettre en œuvre la même chose que l'expérience salonnaise. Donc je lance un appel à ceux présents aujourd'hui pour finaliser ce projet.

ATELIER 3 : Vanille et framboise, la maman des poissons De la survie au plaisir, comment choisir survie ET plaisir : la dimension culturelle et sociale de l'alimentation, au-delà des objectifs de santé.

La reconquête de foncier agricole proportionnellement à la croissance des villes ne suffira pas à les nourrir ; il est indispensable de changer de mode d'alimentation, pour un ratio protéine/surface agricole plus économe. **Comment mobiliser le plaisir plus que la raison pour effectuer cette mutation ?**

- ✓ *Le mal manger, comme le mal logement, concerne des millions de personnes, en situation de précarité et de pauvreté : « Manger moins » et « manger mieux » peut apparaître un objectif de « nantis » pour tous ceux pour qui « manger à sa faim » est une préoccupation de tous les jours : **Comment parler plaisir à la population qui pense d'abord survie ?***
- ✓ *La pratique d'une autre cuisine et la restauration collective, de l'avis de tous, sont les vecteurs premiers de cette transition : **comment manger autrement ?***
- ✓ *A Montpellier, vendredi 3 février, la 5^e Chaire Unesco sur l'alimentation avait choisi comme thème « le plaisir en alimentation » : *Le plaisir sensoriel permet-il d'accéder à une alimentation plus saine, et comment mieux partager l'art et la culture de « la bonne chère »* en était le fil rouge. Pour aller plus loin, dans le sujet de « Habiter, c'est aussi se nourrir », **comment élargir les champs des plaisirs, au-delà de l'assiette, par le passage au jardin, la reconnexion à la terre, la fierté de la première récolte... ?***
- ✓ *Comment faire de la mer un grand jardin marin et sous-marin, dont les ressources nourricières seraient aussi au programme des découvertes, accessible à tous ? **peut-on imaginer des jardins partagés marins ?***

Odile JACQUEMIN

Cette année la chaire Unesco de Montpellier a dédié son atelier au plaisir en alimentation. Nous voudrions l'élargir avec la question : de la survie au plaisir, comment on choisit survie et plaisir ? Y compris pour les populations qui sont dans la précarité et pour qui manger tous les jours et nourrir une famille tous les jours est déjà une préoccupation. Et pourtant, vous avez montré qu'il était possible, à travers toutes vos expériences, d'aller vers une alimentation meilleure, une alimentation plaisir. Le maire du Pas-de-Calais qui a ouvert un camp de réfugiés à la fermeture du camp de Calais, a accueilli tout l'été des ateliers cuisine et il témoigne du résultat extraordinaire (des chefs cuisiniers sont même venus au camp). Et nous, à Hyères, lorsqu'on a commencé à filmer des agricultrices (60%

des agriculteurs sont des femmes), on a voulu savoir pourquoi elles s'installaient, pourquoi elles quittaient leurs anciens métiers, de prof ou documentaliste pour certaines, pour devenir agricultrices. Elles nous ont toutes dit : si on veut tenir, c'est la cuisine qui va nous y aider. Ce n'est pas parce que c'était des femmes, mais parce que pour elles l'enjeu c'est « manger autrement ». Si on veut être sur un projet de souveraineté alimentaire, il faut changer nos modèles d'alimentation, nos modèles de consommation, il faut manger moins de viande, manger différemment, apprendre à « sortir de table le ventre vide », il y a des enjeux de santé. Ce sont toutes ces questions que nous voulions aborder dans cet atelier.

Cécile BOUILLON : Diététicienne nutritionniste

Je suis spécialisée dans l'agriculture depuis 6 ans, notamment sur les populations précaires. J'ai travaillé dans l'aide alimentaire, je viens de terminer un projet sur Aix-en-Provence dans le quartier de l'Encagnane auprès des populations précaires. Il y avait un jardin de pied d'immeuble, et comme tous les habitants des HLM n'ont pas pu accéder à ces jardins, j'ai une technique hors-sol importée de Montréal, sur les balcons, sur les toits, sur les terrasses. J'ai fait de mon côté une recherche-action sur le comportement alimentaire des habitants, le résultat vient de sortir. Les comportements alimentaires ne se changent pas en six mois, nous avons fait beaucoup d'ateliers cuisine et nutrition, de manière bienveillante, collective, pédagogique. Je sortais des discours « ne mangez pas trop gras, trop salé et trop sucré ». Ces projets doivent être inscrits dans le temps et de manière collective sinon ça ne fonctionne pas. Le domaine de la santé commence à s'intéresser aux problèmes de « santé par l'alimentation », et de l'agriculture urbaine particulièrement. Ceci pour dire que ça bouge aussi du côté des professionnels de santé.

Marie FALQUET, pour Les sentiers de l'abondance

Je vais revenir sur l'aspect mobilité et sur la production. Si on fait une petite production et qu'on souhaite l'écouler localement, on se rend compte qu'on est très limité en termes de possibilité de vente. On fait des produits qui sont transformés, notamment des sirops, mais notre problème est économique. Pour faire ses produits à un prix intéressant il faut en faire beaucoup plus, passer de 200 bouteilles à 2000, et une telle quantité est trop importante pour être écoulee sur le marché local. C'est la même chose pour les plantes aromatiques et médicinales. Nos plantes sont distillées, nous ne sommes pas dix fois plus chers que les autres, mais il faudrait qu'on produise bien plus quantitativement. Par exemple, nous produisons deux tonnes de géraniums, et le distillateur nous trouve ridicule, parce qu'au-dessous de dix tonnes ça ne l'intéresse pas, ce qui nous oblige à aller beaucoup plus loin pour faire distiller nos produits.

Une réflexion à ce sujet : qu'il y ait des infrastructures de transformation adaptées aux petites productions, ou mutualiser. Et pour rebondir sur les plantes et l'alimentation, je précise que les plantes ne sont pas qu'alimentaires, elles sont aussi médicinales, l'alimentation et la santé se rejoignent. Lorsque nous faisons des formations sur les plantes médicinales, nous avons 100% des personnes qui viennent du secteur de la santé traditionnel, et qui cherchent autre chose désespérément. Et pour prolonger la remarque d'Odile Jacquemin sur les agricultrices, nous sommes sollicités toutes les semaines par des gens qui veulent se reconvertir dans l'agriculture biologique, ils sont diplômés bac+5, ont de bonnes situations, mais sont saturés et veulent fuir leur milieu professionnel. Par contre, ce qui pose problème, c'est l'obstacle économique. Ils veulent un modèle économique qui leur permette de vivre de leur travail dans l'agriculture.

Manon pour Terre de Mars

Pour nous, la relation entre production et cuisine est évidente. Nous avons 7000 m² en maraîchage diversifié. Nous n'avons pas le label bio mais nous produisons sans chimie. Nous proposons des paniers hebdomadaires, pour les clients qui viennent les chercher sur place, et nous distribuons aussi auprès des entreprises et des collectifs. Ex. Les salariés de Ricard à Sainte Marthe, à côté de chez nous, et la Cité des Arts de la Rue.

Pour la cuisine, il nous semble évident d'être dans la production et la transformation des légumes, parce qu'une tomate picorée ne peut plus être vendue, mais peut être transformée en coulis dans notre atelier. Cela évite le gaspillage et permet de valoriser cette tomate qui au lieu de finir en compost se trouve maintenant incluse dans une recette. Cela permet aussi d'apporter à nos clients, en hiver, un coulis de tomate et de la diversité dans les paniers. La transformation des produits apporte une plus-value économique qui n'est pas des moindres. Pour revenir sur le témoignage de Mme Reverdito de la Seyne-sur-mer concernant le maraîcher du domaine de Fabrégas qui travaille sur 3 hectares. S'il n'est pas présent aujourd'hui, c'est parce qu'il travaille de dix ou douze heures par jour, 7 jours sur 7. Nous devons créer des outils pour libérer du temps, ne serait-ce que pour être présents à des journées de travail comme celle d'aujourd'hui.

Quand nous avons créé Terre de Mars, le but était de créer des emplois. Nous sommes quatre salariés sur cinq en contrats aidés, et nous voudrions qu'en 2017-2018 nous soyons à 100% d'autofinancement. Nous recherchons la rentabilité dans le modèle économique de notre structure, et nous essayons de produire des légumes adaptés à la région méditerranéenne, dans l'expérimentation de diverses techniques et en fonction du climat. Nous travaillons avec des rapports du GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique) et après nos deux ans d'expérimentation nous commençons à toucher des organismes comme l'INRA et d'autres instituts de recherche sur l'agriculture urbaine. Ils collectent nos données et les mettent en commun avec d'autres porteurs de projets à l'échelle européenne pour essayer d'inventer le monde de demain.

Non identifiée

Dans le projet alimentaire de territoire et du lien avec les citoyens, il faut signaler le mouvement des AMAPs, qui sont à peu près au nombre de 400 en région Paca. Chaque AMAP correspond à 40 à 70 familles, des gens qui se sont réellement engagés pour choisir leur mode de consommation, sans oublier la notion de plaisir.

Marielle GROS : Je m'occupe de cinéma sur les questions d'environnement et d'agriculture. Je suis au croisement de plusieurs expériences. Tout d'abord, les Pays d'Aix en Transition est une association aixoise qui a monté trente jardins partagés dont un à la gare d'Aix, et le succès est tel que plusieurs personnes sont venues proposer des terres pour développer ce type de jardin. Ensuite il y a une expérience à Gardanne qui s'appelle BAREME, qui va faire exploiter 40 hectares appartenant à la commune, en agroforesterie et en permaculture, avec un but pédagogique, l'accueil de scolaires et du jeune public, la fourniture de la cantine scolaire... et un projet original avec des ateliers musiques dans les écoles de Gardanne les plus déshéritées.

En ce qui nous concerne, nous collectons des images, de l'information sur tous ces projets, en écrivant des articles (fin février dans la revue Ecologik, avec une interview de Damien Carème). Si vous avez des demandes de films ou si vous recherchez des films sur ces sujets, c'est notre métier.

Odile JACQUEMIN

Tout le monde a en mémoire sans doute le magnifique film tourné à partir de la nouvelle de Giono « L'homme qui plantait des arbres » par Frédéric Bach. Vu le retard pris, nous allons finir avec l'atelier 4 « l'arbre et l'eau », qui est un vrai sujet, surtout dans ce département où il y a beaucoup d'arboriculture. Dans le Var, il y a aussi un enjeu fort, avec la forêt des Maures, où nous avons à reconquérir quasiment 80% de forêt qui a envahi les terres agricoles du XIXe siècle qui s'étendaient sur 80% du territoire des Maures. En termes de gestion, nous nous situons en zone littorale, en termes de gestion de l'eau dans la ville, mais à l'échelle des bassins versants, les restanques et les arbres sont les deux magnifiques draineurs, c'est la principale usine d'incinération des pollueurs, et ce sera le sujet des ateliers du paysage que MALTAE organisera l'an prochain.

ATELIER 4 : *Après de mon arbre, je vivais heureux...* L'ARBRE ET L'EAU : Quelle place pour l'arboriculture et l'agroforesterie dans la fabrique de la ville nourricière ?

- « *Soyons des arbres* » Michel Serres,
- « *Je ne fais plus que planter des arbres, je sais bien que je suis trop vieux pour en voir le fruit, mais je ne vois pas d'autre moyen de travailler pour l'avenir* » Voltaire, dans sa retraite de Fernay
- « *Je suis en prison, mais mes plantes sont libres* », Nelson Mandela, reconnu éminent jardinier pendant ses 28 années de prison (cité par Francis Hallé, lors de sa conférence du 7 février 2017 « *Un arbre nouveau* »)
- « *L'arbre est caractéristique d'une civilisation. Elle se développe lorsque les anciens plantent des arbres en sachant qu'ils ne se reposeront jamais sous leur ombre ...* » Andréi Ivul dans le film *IVUL* d'Andrew Kotting, cité par Jean Louis Pacitto dans son plaidoyer pour un habitat agro-urbain résilient face au changement global.
- « *Quand vous ne savez toujours pas quoi faire d'un terrain en friches, en attendant, plantez des arbres... !* » Gilles Clément à l'attention de responsables aménageurs
- « *L'agriculture ne sert à rien : la preuve, les forêts poussent sans elle depuis des millénaires. Les animaux, les fruits et les légumes que nous connaissons se sont multipliés à l'ombre des arbres...* » La Ruche qui dit oui
- A propos de l'arbre spontané : reconnu pour les boisements des zones humides, il semble ne pas encore avoir trouvé sa place : « *pourquoi ne laissons-nous pas faire la nature, et même en ville* » M Singalet
- ...

Planter des arbres en ville, déjà au XIXe siècle, n'avait rien d'une pratique seulement ornementale. Le génie écologique avant terme reconnaissait à l'arbre les services qu'il rendait à l'hygiène de l'air et la gestion économe de l'eau, sans oublier son ombrage. Le triple cercle vertueux de *l'arbre en ville* est bien en marche : La canopée pour lutter contre les îlots de chaleur et tempérer les bâtiments ; l'arbre dépolluant, pour lutter contre la pollution de l'air ; l'arbre drainant, réservoir d'eau et barrière naturelle aux inondations ...

- ✓ Comment aller plus loin et ajouter à tous ces services le service alimentaire ? Quelle place pour l'arbre fruitier ? quelle place pour les vergers urbains ? Comment réintroduire des pratiques nourricières de cueillette civilisées et en bonne intelligence dans des vergers urbains publics ? des incroyables comestibles aux vergers de maraudes....
- ✓ « *Manger local* » : Quel sens donner aux essences locales, et aux labels de pépinières d'essence locale, alors que 90 % de nos espèces sont venues d'ailleurs ?
- ✓ Il n'y a pas si longtemps, les arbres étaient cultivés entre deux rangées de vignes. L'agroforesterie est de mieux en mieux reconnue comme technique agricole favorable à la culture à l'ombre des arbres.
- ✓ Des actuelles filières de l'arboriculture, enjeu économique majeur pour PACA et prioritairement les Bouches du Rhône, comment assurer la transition vers une arboriculture plus diversifiée et une polyculture ?
- ✓ Au siècle dernier, le territoire des Maures comprenait 80 % d'agriculture et 20 % de forêt, aujourd'hui le rapport est inversé : c'est 80 % de forêt et 20 % d'agriculture. Comment inventer de nouvelles relations et de nouveaux équilibres entre agriculture, (dont l'élevage), arboriculture et sylviculture ? quelle réversibilité ?
- ✓ Habite-t-on seulement sous les arbres ? dans les arbres ? avec les arbres ? quid du bois pour construire maisons, cabanes et jardins ?
- ✓ Quid du changement climatique sur la rareté de l'eau en région méditerranéenne ?
- ✓ Et le flottant ? le bois flotté

Thomas MARTIN, architecte paysagiste, école de Versailles

J'ai fait ma formation à Marseille, et l'arbre a été ma porte d'entrée sur la question de la terre et également un porte d'ouverture sur Marseille. Il faut savoir que les arbres en ville aujourd'hui sont plantés pour 25 ans et on les considère comme du simple mobilier urbain que l'on change régulièrement. Il y a 200 ans on les plantait pour plusieurs générations. Le travail que je développe, je l'ai appelé l'articulture, et je me nomme comme articulteur-paysagiste. Pourquoi ce nom ? Parce qu'en Europe, les gens qui ont ma formation sont appelés architectes paysagistes, mais en France on n'a pas le droit, alors je voulais inventer mon métier avec un mot nouveau pour articuler l'art, l'architecture et l'agriculture, pour mener des actions associatives. J'ai plusieurs casquettes, je n'en ai pris qu'une aujourd'hui pour parler de l'arbre, de ce que je fais sur Marseille. L'arbre est le plus bel ambassadeur du cycle du « non déchet », de la fertilité, du lien entre le ciel et le sol, du lien avec l'eau, c'est la meilleure pompe pour réguler l'inondabilité, c'est un climatiseur, il capte énormément de pollution atmosphérique et va la stocker, le carbone est stocké. Dans ce travail d'articulture j'essaye de fabriquer des « œuvres d'arbre » ou des « ouvrages d'arbre », c'est une logique de construire pour les générations futures, une nouvelle forme d'architecture avec des

arbres « vivants ». Tous les arbres ne s'y prêtent pas, il m'a fallu dix ans d'observation, de compréhension. J'ai été accompagné pour mon diplôme par Gilles Clément (jardinier paysagiste) et les personnes ressource que j'ai pu avoir pendant cette année de thèse étaient Francis Hallé, Luc Schuiten, Cédric Pollet, Christophe Migeon, tous experts de l'écorce, de la résistance des matériaux, de l'architecture futuriste, ou tout simplement de l'architecture naturelle d'un arbre.

Sur Marseille j'ai pu développer un jardin, dans l'hyper centre, du côté de La Plaine, qui est ouvert depuis 4 ans, le jardin de Saint Savournin. C'est une micro, micro, micro ferme urbaine puisque l'espace est de 300 m², où j'allie mon travail avec les arbres, mon travail de fabrication de terre fertile en milieu urbain, accompagné de champignons et de « micro-organismes efficaces », dans une logique de compostage, de régulation des bio-déchets urbains pour fabriquer de la terre fertile ayant une vocation de produire et de dépolluer. L'apiculture est aussi de la partie, avec l'association BeeZZZ qui fonctionne comme une AMAP autour de l'apiculture alternative ; cela nous a permis de faire avancer les choses concernant les décrets municipaux qui interdisaient les ruches en milieu urbain. Je travaille aussi avec « Les Amiculteurs », une autre association qui développe le lien social avec des publics défavorisés désireux d'accéder à une bonne alimentation. Dans ce but j'ai lancé des jardins alimentaires avec des réfugiés pour leur montrer comment fabriquer de la terre et la mettre en production. J'ai aussi fait partie d'une association marseillaise, « Epluchures », qui a développé la question de la mobilité, de la récupération des déchets dans des circuits de valorisation.

Pour moi, la question de l'arbre est fédératrice et englobe bien d'autres domaines. Sur Marseille il faut agir, et j'essaye de récupérer un laboratoire expérimental dans l'hyper centre-ville pour montrer toutes ces aventures et ces manières de faire. Aujourd'hui, nous n'avons jamais été aussi riches d'alternatives, et malgré le fait que tout bouge et que tout semble simple, nos petites graines, dès qu'elles sont confrontées à des municipalités, se transforment en grosses montagnes infranchissables et impossibles à bouger. Le petit lieu que j'occupe, qui n'est pas ma propriété mais seulement mis à ma disposition, n'est ouvert aux visites qu'une fois par an lors de journées portes ouvertes, le samedi et le dimanche de la Pentecôte. Il est situé dans le site de l'œuvre Jean-Joseph Allemand.

Non identifié

Je voudrais rappeler l'appel qu'avait lancé la FAO en 2011 afin que l'arbre revienne dans les villes, pour initier de grands programmes de foresterie urbaine et péri-urbaine. Moi j'irai plus loin, et j'en avais parlé avec Jean-Christophe Robert, pourquoi pas une agroforesterie urbaine et péri-urbaine ? Nous parlions des rivières, il y a des contrats de rivière qui ont été faits, on parlait des bassins versants, et nous sommes tous à la merci des inondations, et je pense que l'arbre doit revenir dans les projets. Replanter des arbres pour le long terme est absolument nécessaire et efficace, non seulement pour la protection des terres, mais vis-à-vis des risques naturels. Souvenons-nous des catastrophes du Var dans les années passées, dues à l'artificialisation des sols.

Je crois également à la création de vergers urbains en agroforesterie. On parle aujourd'hui de toxicité, de dépôt de métaux lourds sur les fruits. Les résultats n'ont pas encore été validés, mais si le problème se pose en milieu urbain, pourquoi alors ne pas commencer en zone péri-urbaine ? L'arbre doit faire partie des projets urbains et péri-urbain, pour des raisons aussi bien psychologiques qu'économiques, pour le bien-être de tous.

Non identifié :

Nous avons posé le problème des terres agricoles dès le départ : pas de projet alimentaire sans terres. Martine Théron, au niveau de la Métropole, propose le Projet alimentaire territorial comme étant un rempart contre l'artificialisation des terres, Michel Chiappero nous dit que sans projet concret on ne peut pas protéger les terres de manière durable puisque s'il n'y a pas de sens à agir on ne peut lutter contre la pression foncière, Eric Mullard a fait remarquer que lorsqu'on propose aux gens de s'exprimer sur un PLU, très peu de gens venaient, en suggérant qu'il s'agissait d'un problème de communication. Je pense qu'il s'agit aussi d'un problème de format, car nous avons des documents d'urbanisme qui sont tellement complexes que les urbanistes eux-mêmes ne s'y retrouvent pas (le code de l'urbanisme n'arrête pas de changer = bible puissance mille).

Pour essayer de partir de cette journée avec un projet à porter tous ensemble et à mettre en œuvre de façon concrète, nous devons nous appuyer sur le PLUI, le Plan de l'Urbanisme Intercommunal, pour développer un projet entre urbanistes (Claire Gausset), décideurs politiques et représentant de la Métropole (Martine et Alexandre), acteurs municipaux locaux (Christian Mirati et Michel), et l'ensemble des acteurs citoyens que nous sommes. Je propose que nous nous retrouvions tous autour d'une table sur quelques projets phares, un sur le gardenlab de

Gignac, un sur Sainte-Marthe, un troisième sur un territoire emblématique de la région, pour que dans le cadre de ce PLUI, on produise un produit alimentaire concerté à l'échelle locale, qui aura une dimension exemplaire pour que d'autres élus locaux, d'autres mairies, se saisissent du projet alimentaire territorial des Bouches-du-Rhône et que cela ne soit pas simplement une entité de grande échelle désincarnée, mais que ce soit porté par tous, acteurs institutionnels, économiques, et citoyens.

Nous avons un atelier intitulé « Comment assurer survie et plaisir », et je pense que nous arriverons à changer le monde en se faisant plaisir.

Non identifié : Je vais parler d'une pétition pour une initiative citoyenne européenne People 4 Earth, pour inciter la Commission Européenne à donner un statut juridique à la Terre (jusqu'à maintenant les Etats ont bloqué cette mesure). La France a la responsabilité de 55 000 signatures, nous n'en sommes qu'à 6000 actuellement et la deadline est le mois de septembre prochain.

Odile JACQUEMIN : Il nous manque encore deux ateliers, en comptant l'atelier d'écriture que nous avons imaginé et que nous devons reporter. L'atelier 5 sur la relation à la mer mérite qu'on lui consacre une journée thématique exclusive tant le sujet de l'agriculture littorale est vaste ; la réflexion est déjà riche, puisque cela fait dix ans que nous explorons ce sujet. Je vous invite maintenant à venir voir les travaux des deux étudiantes de l'Ecole Nationale du Paysage, qui ont travaillé avec Claire Gausset sur le quartier Sainte Marthe que l'on visite cet après-midi. Les panneaux sont accrochés aux murs, et les auteures sont à votre disposition pour les commenter et répondre à vos questions. Puis, vous serez attendus pour le buffet.

Atelier 5 : l'eau a monté plus de cinq marches, en haut du petit escalier...

L'agriculture littorale, De la « ruralité maritime » aux agricultures littorales, un littoral compris dans son épaisseur continentale et marine...

LA MER, MARE NOSTRUM, mère nourricière et voie de circulation des échanges depuis l'antiquité...

LA MER HABITÉE : l'été, 500 000 personnes, « bouches à nourrir », habitent en mer, entre Toulon et Saint-Tropez

La métropole littorale est concernée par le changement climatique, plus qu'ailleurs : Aux inondations dans les estuaires, s'ajoutent montée des eaux, érosion côtière, montée de la salinité dans les plaines, pression urbaine...

- ✓ Comment valoriser l'héritage des prudhomies dans l'agriculture urbaine d'une métropole littorale ? La gestion collective de la ressource et du milieu marin par les prudhomies, les concessions et baux donnés en mer, tels que les récifs frayères immergés, les fermes flottantes, les navires de pêches peuvent-ils servir de modèle pour les nouvelles pratiques agricoles en « terre ferme » et urbaines (toitures terrasses ?)
- ✓ Comment valoriser l'héritage du cabotage pour les mobilités à l'échelle d'une métropole littorale ?
- ✓ Comment faire de la mer un grand jardin marin et sous-marin, dont les ressources nourricières seraient aussi au programme des découvertes, accessible à tous ? **peut-on imaginer des jardins partagés marins ?**
- ✓ Et le flottant ? du bois flottant au marché flottant exotique, que dire des villes flottantes du futur et des bâtiments flottants d'aujourd'hui ?
- ✓ Quelle reconversion pour l'agriculture salinière

Atelier 6 : Rêver un impossible rêve...

Atelier d'écriture de fiction prospective, à partir de la récolte des mots semés dans le premier tour de parole : "rêver le Projet alimentaire Territorial de 2020, 2120 et 2320"

- ✓ Un écrivain disait avoir choisi d'écrire, le jour où il comprit qu'il n'avait qu'une seule vie...
- ✓ Parce que l'imaginaire, par la fiction, apporte aux matériaux de l'histoire et du présent la dimension du sensible et de la poétique, indispensables au projet...

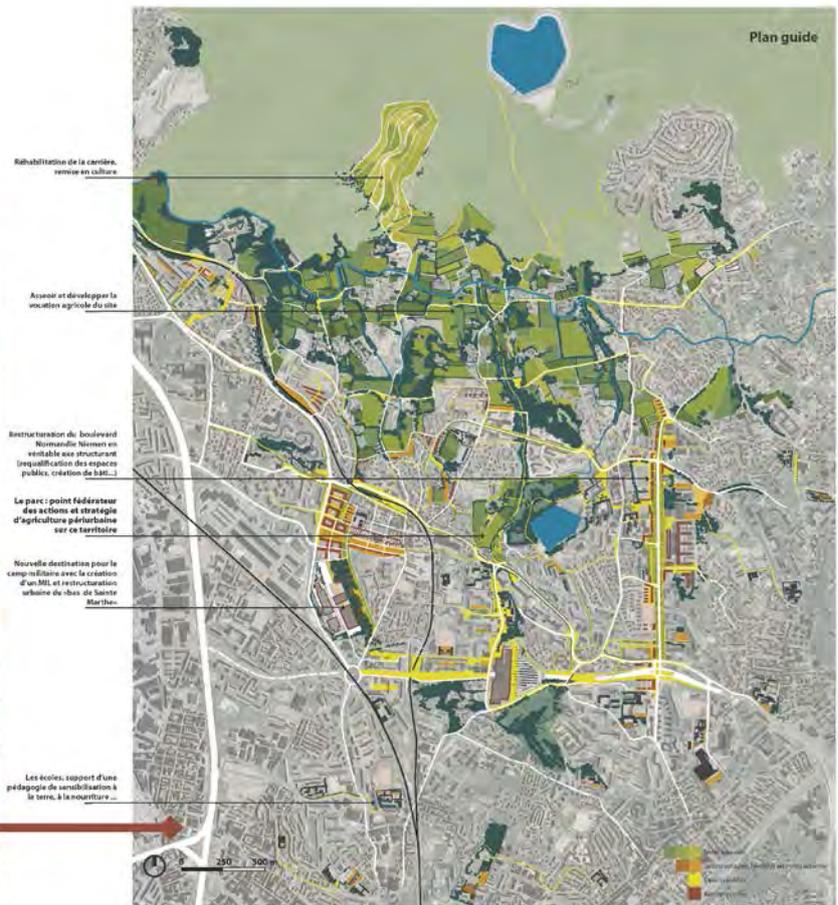
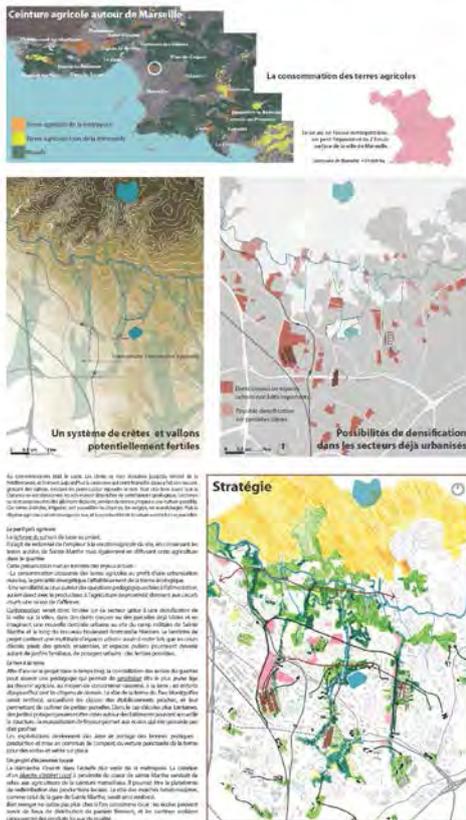
Les étudiantes de l'ENSP Ecole Nationale Supérieure du Paysage

Chaque année, plusieurs étudiants choisissent de développer une stratégie axée sur le potentiel agricole du territoire des Hauts de Ste Marthe, jusqu'au campus de St-Jérôme, du quartier aux collines, du centre urbain du Merlan aux centres anciens des villages (Ste-Marthe, Le Merlan Village), sous la direction de Jérôme Mazas, Jean-François Ravon, Etienne Ballan.

Objectif de l'atelier : aborder l'échelle et la complexité urbaine à travers un projet urbain dont les 3 grands équipements sont le Centre Urbain du Merlan, la Bastide Montgolfier (et sa ferme) et le campus St-Jérôme.
Etapes : définition d'une stratégie et réalisation d'un plan-guide.

L'agriculture périurbaine comme terreau d'un projet local

ENSP Marseille – Séquence Grand équipement dans la ville – Biennaire Charfifa et Serena Pinaix



Conclusion de Philippe LANGEVIN :

Mesdames et messieurs, à cette heure où l'on n'est plus forcément en capacité d'écouter un discours supplémentaire dans ce lieu quand même paradoxal -au-dessus d'un tunnel !-, on a vu que dans le désordre du monde il y a encore quelques espoirs. Finalement cette matinée a été très intéressante, passionnante. Il est vrai que globalement le monde politique étant ce qu'il est, on ne peut pas dire que nous soyons dans un contexte très favorable, et que les avancées se fassent par un chemin partagé, et que la politique française nous honore...

Donc il y a une alternative à construire : c'est bien là, le sujet.

Merci à toutes et à tous, et merci aux jeunes notamment car on a souvent tendance à dire que la jeunesse est paumée, la vieillesse est fatiguée et la vie intermédiaire hésitante. Bref que nous manquons un peu d'espoir.

Donc merci à toutes, merci à tous pour ces interventions dont vous aurez les comptes rendus des séances, dont nous tirerons le bilan, avec je l'espère le plaisir de se retrouver, et la possibilité de se constituer en réseaux.

Pour conclure je vais rappeler un mot d'un auteur célèbre qui a été cité plusieurs fois : « Au nom de ces vraies richesses, que votre joie demeure ».

Casse-croute partagé



... avec les produits frais de Terre de Mars, les pâtés de Marie Maurage de la Ferme de la Tour des Pins, le pain des boulangers solidaires de BouSol, les sirops de la ferme des Sentiers de l'Abondance, et du Var, les chutney du jardin partagé hyérois JHADE et le vin produit en biodynamie au Domaine des Fouques.

Cueillir et poser des mots

Terres cultivées Zones agricoles

Avenir alimentaire Sensibilisation

Contexte géographique et politique

Animation Dialogue

Circuit court agriculture biologique

Croissance verte

Préservation des terres agricoles

Réseau Patrimoine alimentaire et culturel

Mobilisation Rentable Mutualisation

Accueil Plan d'action

Valorisation

Plan ambitieux et fédérateur Intégration foncière

Intégration Trois échelles

Engagement Projet politique

Espace public Offre de consommation

Fédérer Accompagner Sensibiliser

Traitement du bâti et de ses occupants

Mobilité Tram-train-fret

Façonner le visage du territoire

Stratégie alimentaire Cohésion territoriale

Mise en lien

Se connecter au-delà des clivages

Révisions successives du PLU

Maraichage

Nécessité d'avoir plusieurs activités sur un même

Territoire

Préservation du foncier

Peu de participation aux enquêtes publiques

Réfléchir collectivement à de nouveaux outils de préservation

Arriver à partager plus largement

Mise en place d'atelier de concertation

Rester militant sans être clivant

Partage de connaissances

Faire circuler l'argent

Trouver un modèle économique adapté

La transformation des produits apporte une plus forte plus-value

Articulture

Œuvres d'arbres

Pour introduire l'Agriculture à Luminy, on a commencé par supprimer les voitures

Le vernaculaire et les restanques

Faire avec rien

Geler les terres – appels à projets

Forages

Porteur d'une vocation économique

Restauration scolaire

Reconquête des terres agricoles

Agriculture liée à tout le reste du territoire

Préservation des terres agricoles. Maintien de la biodiversité

PLU

Le XXIème siècle sera collectif ou ne sera pas

Question climatique

Foncier agricole MSA

Synapses

Projet agricole – alimentaire et terrien

Réalité de terrain

Aller parler aux autres

On a même construit sur les trottoirs

La cuisine - manger autrement

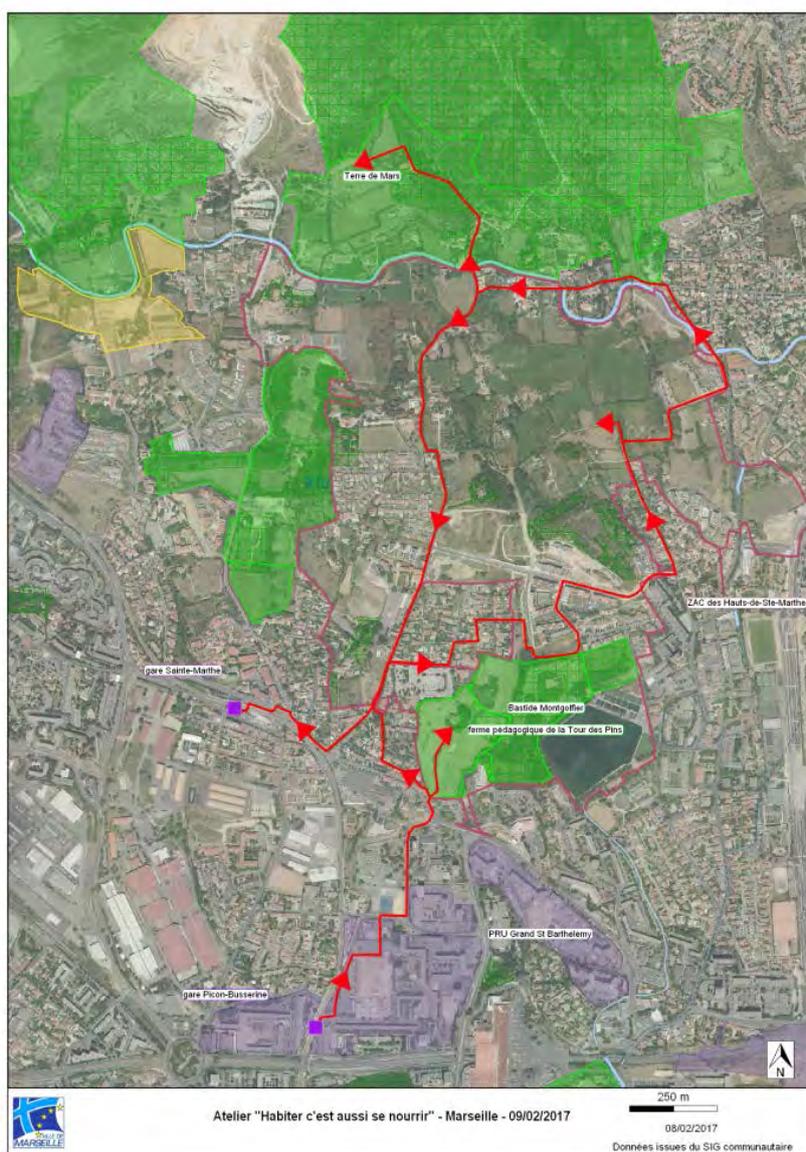
Les arbres en ville sont plantés pour 25 ans

3ème temps

Atelier du paysage itinérant consacré au thème de la reconquête du potentiel agronomique à Marseille

le long du sentier GR2013, de la gare de Ste-Marthe aux contreforts du massif de l'Etoile –

Le circuit proposé, en collaboration avec le service d'urbanisme de la ville de Marseille, commence à la ferme pédagogique de la Tour des Pins et se termine à Terre de Mars.



... [Sur la carte, en creux de ce qui est protégé, il y a de la friche : c'est ce que montrent les aplats verts. C'est là que se trouve le potentiel d'intervention et d'application des nouvelles politiques et nouvelles pratiques, à commencer par la planification, parce qu'aujourd'hui, tout ce qui n'est ni vert ni jaune sur la carte, ce sont des zones urbaines. La question est : que fait-on de tout ce potentiel ? L'idée est de proposer de nouvelles affectations à ces terres qui ont un potentiel agronomique. C. Gausset]

1/ La ferme pédagogique de la Tour des Pins : Visite guidée par Marie Maurage

Située entre les quartiers de Sainte-Marthe et du Merlan à Marseille, la Ferme pédagogique de la Tour des Pins associe sur un domaine de 12 hectares une activité pédagogique conduite par la ville de Marseille, à destination de tous, avec plus de 6000 écoliers qui y passent chaque année et une activité de culture et d'élevage conduite en Agriculture Biologique par Marie Maurage. Une véritable exploitation agricole en pleine ville, qui propose ses fromages et produits laitiers biologiques aux particuliers et restaurateurs marseillais

Construite au milieu du 19ème siècle, cette grande propriété a appartenu à la famille des frères Montgolfier, les inventeurs de la célèbre montgolfière. Le domaine prend son nom de l'ancienne tour qui servait à surveiller l'entrée des bateaux dans le port. Les deux moulins à vent qui sont sans mécanisme, et ont probablement servi de moulins à farine, ont été aménagés en belvédère.

Cette propriété est inscrite depuis 1993 à l'inventaire des monuments historiques notamment pour les façades et les toitures de la bastide et les bâtiments de ferme, mais aussi pour le parc paysager et l'ensemble des éléments qui le composent. Rachetée dans les années 80 à la famille de Montgolfier, la ferme a été relancée en 2014 après trois années de fermeture, par Marie Maurage, agricultrice. Elle bénéficie d'une concession de 7 ans sur ce terrain dont la Mairie est à présent propriétaire. Marie vend ses produits laitiers à diverses associations comme les Paniers Marseillais, mais aussi à des restaurateurs et bien sûr à des particuliers. L'agricultrice élève également des cochons, des lapins, des pintades, des poules et des canards.

La ferme pédagogique de la Tour des Pins fait de Marseille une des rares villes où se pratique encore l'agriculture et l'élevage et elle a su trouver un équilibre entre l'activité de production et l'activité pédagogique qui en fait un modèle que beaucoup de villes pourraient suivre.



UNE FERME BIO AU PIED DES IMMEUBLES DES QUARTIERS NORD DE MARSEILLE

Pratiquer agriculture et élevage en bio à Marseille : Si MMM (NDLR : Marie Maurage et Marseille réunies) l'ont fait, pourquoi ne pas reproduire l'expérience ?

Marie Maurage est une femme qui vient du Nord, après être passée dans les Hautes-Alpes, qu'elle a quittées après qu'on ait mis le feu à sa ferme. Elle est éleveuse de chèvres et de brebis sur une douzaine d'hectares dans un coin de Marseille plus connu pour sa misère et ses trafics. Il faut imaginer un cheval de trait, un troupeau de moutons au loin, et des chèvres. Tout ce monde voit la vie en bio, sous les tours des quartiers nord (XIVème arrondissement de Marseille). C'est un lieu de production et de transmission pour les jeunes du quartier. Cette ferme fait partie des trois fermes pédagogiques créées par Gaston Defferre. La ferme appartient à la ville de Marseille, elle a été rachetée dans les années 80, et elle devenue une ferme pédagogique. C'est le mariage du social, de l'environnemental et de l'économie.

Mes débuts : « J'ai commencé par me nourrir moi et ma famille, et j'en suis venu tout naturellement à m'installer en agriculture. J'ai tout de suite commencé en bio. Pourquoi bio ? Pour l'aspect humain et environnemental, la place

que l'on occupe dans le monde, qui implique un choix de modèle agricole et un choix de société. Ça allait avec l'éducation que je donnais à mes enfants : « conjuguer le verbe être plutôt que le verbe avoir, bien se nourrir et être bien avec les autres. »

L'arrivée : « Quand je suis arrivée ici j'ai eu un coup de foudre. Je quittais les Hautes-Alpes, un endroit très beau mais humainement très difficile. Ici, j'ai d'abord trouvé des conditions climatiques moins difficiles, les animaux sont tout le temps dehors, et au niveau humain j'ai rencontré des gens enthousiastes de me voir faire revivre la ferme et de voir à nouveau des animaux. Les gens s'approprient la ferme, ils y viennent. Autant j'ai eu du mal à faire ma place dans les Hautes-Alpes, autant ici j'ai fait ma place parce que j'ai été très bien acceptée. »

Vente de fromages et animaux : « J'ai un circuit de distribution dans les biocoops et les revendeurs et je fais de la vente à la ferme dans les quartiers. Donc les gens des quartiers mangent les mêmes fromages que ceux des restaurants chics du centre-ville. Les animaux de la ferme ne connaissent ni les antibiotiques ni les hormones et j'ai zéro frais de vétérinaire. J'ai dû remettre en état le terrain (pour l'herbe). Le foin est bio et je donne aussi de la drèche de brasserie que mes chèvres adorent. Il y a de plus en plus de brasseries artisanales, je récupère l'orge une fois qu'il a été fermenté, c'est un aliment extrêmement riche pour les animaux. »

L'emploi : « Ce qui était important pour moi c'était d'embaucher des gens et le travail de pédagogie autour de l'alimentation était une évidence. Re-consommer local c'est bien et consommer bio c'est mieux. »

L'environnement : « Nous sommes environnés d'un côté par le quartier nord, d'autre part par la Bastide Montgolfier (une maison de Maître) et par le village de Sainte-Marthe. Autrefois ces terres étaient des terres agricoles riches. »

L'animation, avec Anouk : Nous avons des groupes d'enfants en animation, ils sortent les chèvres avec Anouk, mon animatrice, qui s'occupe de la partie pédagogie, puis ils vont sortir les brebis ou mettre une lapine à la reproduction. Anouk vient de la région de la Sainte-Victoire, elle a vécu dix ans à Marseille comme éducatrice spécialisée et a toujours travaillé autour de l'alimentation. Pour elle, il est important de reconnecter la population avec ce qu'elle mange et avec l'environnement.

L'exemple de Paco : à 14 ans il ne veut plus aller à l'école et il est en stage à la ferme. « Ça change du quartier, on voit des animaux, j'aime le travail de la ferme ». M.M. : « Il vient tous les jours, tous les soirs, le dimanche. Quand il aura fait une école agricole, je le prendrai comme apprenti. Le travail avec les animaux est très apaisant. Paco, quand il est à l'école, il ne supporte pas, mais quand il est ici c'est un ange, parce qu'il se trouve bien à la ferme. Il y a aussi Medhi et Amadou, un jeune malien en apprentissage. Ils ont envie d'avoir une ferme à eux et sont en train de monter leur projet. Ils se sentent bien ici parce que ce qu'ils font a un sens. On se bagarre pour qu'Amadou puisse obtenir le renouvellement de ses papiers, pour qu'il puisse finir son apprentissage. Quand Amadou trait les chèvres, il leur dit : bonne journée et bon appétit. »

Un autre regard sur l'alimentation : « Socialement, l'alimentation est très marquée. Les gens qui ont les moyens mangent des produits régionaux, sont très terroir, bio, etc. Donc pour moi, l'enjeu est d'amener un autre regard sur l'alimentation à des gens qui ne la connaissent pas. Avec les chèvres, quand on a les mises bas, on aborde avec les mamans le sujet de l'allaitement, de l'intérêt d'allaiter ses enfants, du relationnel mère-enfant. Je me demande souvent comment on peut construire son univers gustatif et affectif en poussant un chariot et en achetant des produits qui mentent. Quand on achète un produit transformé, l'emballage est beau et il fait saliver, mais quand on l'ouvre, c'est un mensonge. Les enfants construisent tout leur univers sur du mensonge. »

Mes souhaits : « Ce que je veux, c'est que de beaux projets se montent ici. Nous sommes en train de travailler avec le théâtre du Merlan pour faire de « l'Agri-culture », c'est-à-dire mélanger les cultures de la terre avec celles de l'esprit. Je veux que beaucoup de gens viennent ici pour y faire de beaux ateliers, nous allons démarrer au printemps un jardin multiculturel, qui sera plus un endroit de rencontre pour les différentes communautés, algériens, kurdes, comoriens (la communauté comorienne est la plus grosse communauté de Marseille), que pour cultiver (à Marseille il y a déjà énormément de jardins partagés). Ce jardin sera aussi un moyen de montrer les différentes façons de cultiver, d'échanger les pratiques de chacun. Et à la fin, le cuisinier de l'Intercontinental, le grand restaurant de Marseille, m'a promis de venir cuisiner les produits de notre jardin à l'occasion d'un grand banquet populaire. »

Vous avez dit Quartier ? : « Ce n'est pas compliqué les quartiers, on se fait une image de cet endroit. Effectivement, il y a des règlements de compte, mais moi je n'ai aucun problème de vandalisme, on me laisse tranquille. Je pense qu'il y a un respect, parce que c'est un endroit préservé. Quand on met une poubelle, on attire les poubelles. Mais si on offre aux gens un endroit beau, on leur donne l'envie de respecter cet endroit. »

2/ Le circuit depuis la ferme pédagogique de la Tour des Pins jusqu'à Terre de Mars : Visite guidée par Claire GAUSSET :



Les services de la Ville de Marseille mènent depuis plusieurs années des études ou des opérations sur un territoire du nord marseillais dénommé "les Hauts de Sainte-Marthe". Le site regroupe la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe (150 ha en phase aménagement) et le secteur Bessons-Giraudy (100 ha en phase études).

Malgré des études préalables qualitatives bâties sur l'intérêt patrimonial des lieux, la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe peine dans sa réalisation effective à s'inscrire dans le respect du territoire.

Historiquement territoire de bastides liées à l'agriculture, ce grand secteur situé sur le piémont du Massif de l'Etoile était encore il y a quelques années dominé par l'usage agricole. A ce titre, une partie est toujours irriguée par l'eau brute du Canal de Marseille, via un réseau de rigoles dont certaines sont toujours en usage.

Le diagnostic agricole engagé par le Conseil de territoire n°1 (Marseille-Provence) à l'occasion de l'élaboration du PLU intercommunal identifie sur ce secteur un potentiel agricole de 40ha - soit le 1/4 du potentiel total de Marseille - dont 15ha sont aujourd'hui cultivés. Près de la moitié de ce potentiel n'est pas protégé au PLU en vigueur. En conséquence, le PADD du PLUi, débattu fin 2016 en Conseil métropolitain, repère ces secteurs afin d'y "protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable".

Si l'urbanisation s'est développée ces dernières années à l'Est et au Sud de ce site, les études récentes ou en cours enjoignent toutes à réorienter le développement de ce secteur vers la mise en place d'une véritable économie agricole. C'est aujourd'hui la volonté de la Ville de Marseille, relayée par la Métropole au travers du zonage du PLUi en cours d'élaboration, qui prévoit de geler les possibilités d'urbanisation sur ce site. Ce choix repose sur la reconnaissance de l'intérêt multi-fonctionnel des espaces agricoles péri-urbains : préservation des milieux ouverts composante essentielle de la trame écologique du territoire garante de la biodiversité, protection contre les inondations et les incendies, paysage, économie, sensibilisation des populations urbaines à l'enjeu alimentaire et à l'environnement.

Ce projet s'appuie sur deux exploitations maraîchères existantes (Garnerone et Terre de Mars), totalisant 5 ha, et qui souhaitent s'étendre pour augmenter leur activité, ainsi qu'un Etablissement de Service d'Aide par le Travail (ESAT) pratiquant une activité agricole en circuit-court de type "paniers". Le territoire inclut par ailleurs comme vu précédemment une des trois fermes pédagogiques de la Ville de Marseille et possède des terres encore entretenues par du fauchage et partiellement irriguées.

Il s'appuie également sur une propriété foncière publique ou para-publique déjà conséquente (SOLEAM et Département).

Il s'inscrit en limite d'une aire urbaine déjà dense, comportant des éléments d'envergure métropolitaine tels que la RD 4, deux gares ferroviaires (ligne Marseille-Gardanne-Aix), un massif collinaire emblématique, et l'ouvrage structurant que représente le Canal de Marseille.

Actualisation au 01/01/2018

La Direction Aménagement et Habitat et le Service Projets Urbains de la Ville de Marseille ont souhaité depuis fin 2017 poser les premières bases de ce projet agricole, qui sera désormais porté par la Métropole, dans le cadre du transfert des compétences organisé par la loi MAPTAM.

Pour ce faire, ont été réunis dans un premier temps les acteurs institutionnels déjà partenaires des projets agricoles sur le territoire Marseille-Provence, notamment dans le cadre du Schéma Directeur Agricole Communautaire approuvé en 2015 par la Communauté Urbaine MPM et de la Convention d'Aménagement Rural signée entre la Métropole et la SAFER. Ces acteurs sont historiquement le service stratégie foncière de la Métropole - anciennement de MPM, la SAFER et la Chambre d'Agriculture. Ils sont rejoints depuis peu par la toute nouvelle Direction Agriculture de la Métropole. Il s'est agi de mettre tout le monde au même niveau de connaissance de la situation (historique, contexte, situation foncière, PLUi) et des conditions complexes de mise en oeuvre d'un projet agricole sur ce territoire.

Le travail se poursuit aujourd'hui en associant progressivement de nouveaux acteurs (Conseil Départemental, Terre de Liens, ADEAR, Cité de l'agriculture...), afin de dégager à la fois :

- des solutions de maîtrise du foncier,
- un contenu pour le projet agricole (hypothèses de dimensionnement des exploitations agricoles, types de cultures à développer, filières, logement des agriculteurs...).

Ce travail débouchera à terme sur la définition de nouvelles zones agricoles au PLUi (voire une protection renforcée) et comportera un volet sur le traitement architectural de l'interface avec la zone urbaine dense et l'insertion du bâti agricole.



Reconquérir le potentiel agronomique des 140 hectares de terres agricoles pour faire passer leur pourcentage de 0,3 à 1% à Marseille, ce n'est pas demander la lune...

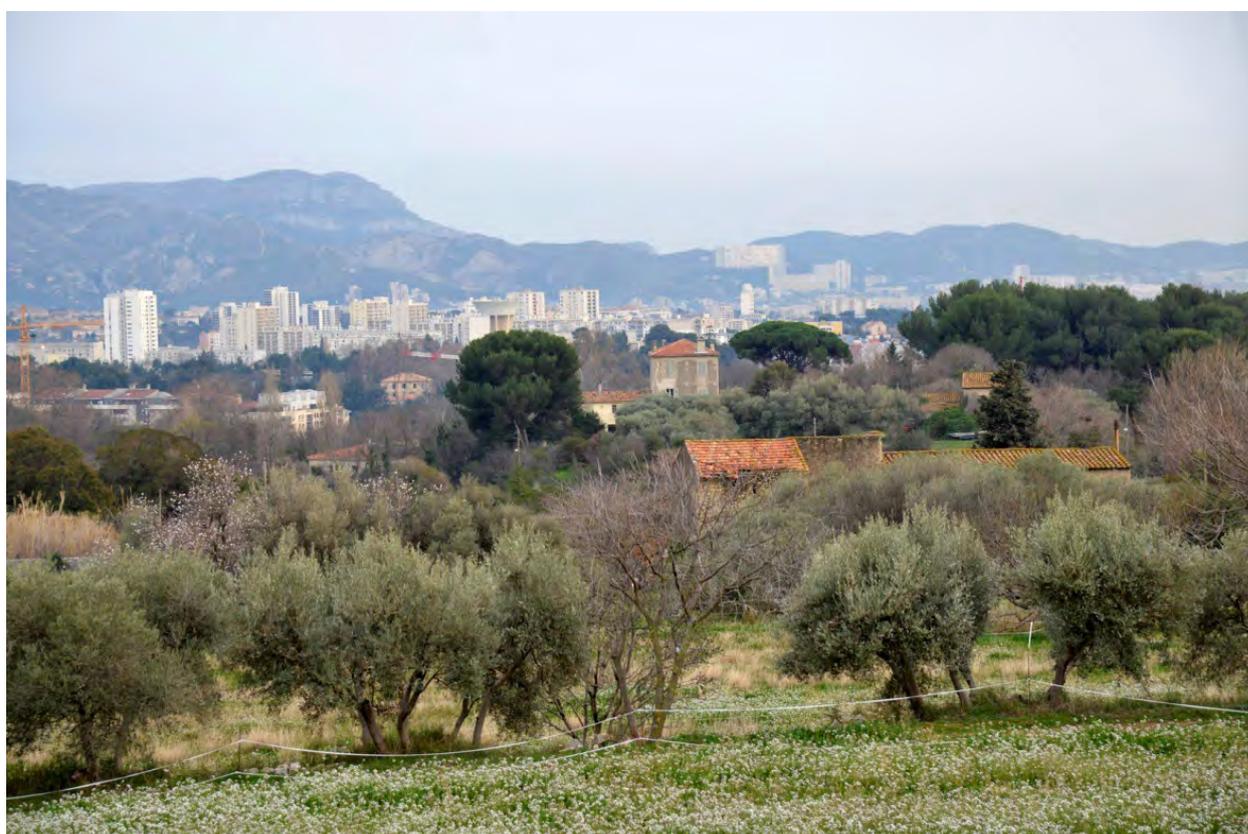


En route pour Terre de Mars...



L'eau et la proximité de Marseille centre, ce que n'ont ni la lune, ni Mars...

Marseille, vue depuis Terre de Mars : « Avec seulement 7km de transport entre le lieu de production et le lieu de vente, ce sont les paniers à l'impact carbone les plus faibles de la ville ! »



Arrivée sur Terre de Mars : visite guidée par Manon Diény

En redonnant vie à une bastide du quartier de Sainte Marthe et en prônant la valorisation des terres agricoles en milieu urbain, **Terre de Mars** entend faire perdurer un savoir-faire agricole et préserver un paysage provençal productif aux portes de **Marseille**.

« Nous avons 7000 m² en maraîchage diversifié. Si nous n'avons pas le label bio, nous produisons sans chimie. Nous proposons des paniers hebdomadaires, pour les clients qui viennent les chercher sur place, et nous distribuons aussi auprès des entreprises et des collectifs. Ex. Les salariés de Ricard à Sainte Marthe, près de chez nous et également la Cité des Arts de la Rue

...Quand nous avons créé Terre de Mars, le but était de générer des emplois. Nous sommes quatre salariés sur cinq en contrats aidés, et notre but est qu'en 2017-2018 nous soyons à 100% d'autofinancement. Nous recherchons la rentabilité dans le modèle économique, et nous essayons de produire des légumes adaptés à la région méditerranéenne, dans l'expérimentation de diverses techniques et en fonction du climat. Nous travaillons avec des rapports du GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique) et après nos deux ans d'expérimentation nous commençons à toucher des organismes comme l'INRA et d'autres instituts de recherche sur l'agriculture urbaine. Ils collectent nos données et les mettent en commun avec d'autres porteurs de projets à l'échelle européenne...

...A ce jour nous ne sommes pas propriétaires, notre exploitation n'est pas pérenne, puisque nous avons un bail limité dans le temps. C'est un paradoxe de travailler la terre et d'être dans le provisoire, pour nous l'enjeu principal est la pérennité... »



Contacts Atelier Marseille 9 février 2017

1. Abbadie Talemont Martine m.abbadietalemont@gmail.com Réseau AMAP de PACA
2. About Emmanuel emmanuelabout@gmail.com Etudiant Court-Circuit
3. Aramis Sarah aramissarah@hotmail.com
4. Attanasio Virginie virginie.attanasio@ampmetropole.fr
5. Balu Hélène helene.balu@sfr.fr
6. Banes Jean-Louis jean-louis.banes@orange.fr Conseiller municipal Hyères
7. Barou Valerie valparadis2000@yahoo.fr
8. Baudouin Guillaume
9. Belvisi Jean jbelvisi@gmail.com MALTAE
10. Benchenni Fatima fbenchenni@marseille.fr
11. Bergerand Margot margot_bergerand@yahoo.fr urbaniste
12. Beroud Lea lea.beroud@outlook.fr
13. Bideau Michael mica.perso@gmail.com
14. Boggio Pola Emmanuelle e.boggiopola@gmail.com la cerise sur le vélo
15. Bouillot Cécile bouillotcecile@yahoo.fr (diététicienne)
16. Brisard Vincent vincentbrisard@yahoo.fr
17. Brun Candice candice.brun@gmail.com architecte DE
18. Bron Pascal polgenieur@orange.fr
19. Brusasco Elena elena_brusasco@yahoo.it (Service Maison des familles et des associations de Marseille)
20. Brusq Jeremi jeremi.brusq@hotmail.fr Etudiant DUT Gestion urbaine
21. Cappellini Lina lina@potager-en-ville.fr (Potager en ville)
22. Caron Maud maudecaron@gmail.com
23. Caso Christelle ccaso@regionpaca.fr
24. Chanal Sylvie sylviechanal@free.fr conceptrice projets culturels DD
25. Calmet Annie anniecalmet@gmail.com
26. Cathoire Prune Agathe agathe.catoire@gmail.com
27. Chantraine Thomas tchantraine-externe@mairie-marseille.fr
28. Chape Anne-Marie annemarie.chape@orange.fr (AMAP Gardanne)
29. Charvet Valentin vc@heko.farm (Heko Permaculteur)
30. Chevallet Florence florence.chevallet@ampmetropole.fr
31. Chiappero Michel mchiappero@free.fr
32. Comiti Marie Laure marie-laure.comiti@ampmetropole.fr
33. Cosyns Bernard bernard.cosyns@apprentis-auteuil.org
34. Culieras Yoann yoann.culieras@gmail.com
35. Dahan Elodie elodie.dahan@ampmetropole.fr Territoire PAE-MAMP
36. Danilo Julie mav-paca@wanadoo.fr
37. De Bergh Simon s.debergh@agam.org
38. Dieny Manon contact@terredemars.fr Terre de Mars
39. Dubroca Lucile lulu.jardine.paysage@gmail.com Chiendent –Jardin de la Rotonde
40. Deschesne Mélanie mdechesne@mairie-marseille.fr
41. Devulder Marie-Laure mldevulder@mairie-marseille.fr
42. Dinky Pascal pdincki@free.fr (Habitat groupé 13)
43. Djian Thomas tdjian@regionpaca.fr (réseau rural)
44. Duchesne Manon mduchesne@mairie-marseille.fr
45. Duret Renaud duret@free.fr rduret@free.fr musicien
46. Durousseau-Dugontier Christine c.dugontier@agirenvillem.com AGIR EN VILLE URBA
47. Falquet Marie info@lessentiersdelabondance.com Réseau Fermes d'avenir les jardins de l'Abondance
48. Frezel Julia julia.frezel@gmail.com collectif Chiendent
49. Figuera Thoma (Etudiant Workshop Calanques)
50. Gaillard Laure lgillard@marseille.fr (Ville de Marseille)
51. Gausset Claire cgausset@marseille.fr (Ville de Marseille) cgausset@free.fr
52. Gautier Jean-Claude jeanclaude.gautier96@sfr.fr MALTAE

53. Gerbeau Elodie egerbeau.sibojai@gmail.com
54. Girault Marine marine.girault@hotmail.fr (ENSP)
55. Giovanazzi Nais (Etudiant Workshop Calanques)
56. Gouiran Mireille mgouiran@mairie-marseille.fr
57. Gros Marielle imagedeville@free.fr
58. Guitard Joel joel.guitard@wanadoo.fr
59. Hedon Leatitia leatitia.hedon@gmail.com
60. Hetier Louis lheter@gmail.com
61. Hernandez Sylvie s.hernandez@ville-arles.fr Pays d'Arles
62. Hernandez Julien mav-paca@wanadoo.fr
63. Jacquemin Odile odilejacquemin@gmail.com MALTAE
64. Jartinier Lucile lucile@jplusb.fr
65. Jeanjacques Lea lea.jeanjacques@gmail.com architecte espace public
66. Joliot Florent flo.joliot@laposte.net
67. Jullien André andre.jullien@educagri.fr Responsable antenne de MARSEILLE UFA/ CFPPA AIX-VALABRE
68. Langevin Philippe philippe.langevin@wanadoo.fr
69. Lautier Alexandre alexandre.lautier@ampmetropole.fr
70. Lavaysse Eric eric.lavaysse@wanadoo.fr
71. Leclercq Eloise eloise.leclercq@hotmail.fr
72. Lefevre Max max.lefevre@safer-paca.com SAFER Region
73. Lemoine Marie marie.lemoine31@gmail.com
74. Leroux Aurore aleroux@regionpaca.fr (region PACA)
75. Lombard Virginie spigaou@orange.fr Asso Spigaou
76. Magnien Jean Paul jpmagnien@marseille.fr
77. Mandeix-Martin Aline amandeix@marseille.fr
78. Mansouri Linda lin.mansouri@wanadoo.fr
79. Marchal Thierry tmarchal@mairie-marseille.fr
80. Marolleau Erwan erwan.marolleau@safer-paca.com
81. Martin Gaetan (Etudiant Workshop Calanques)
82. Martin Thomas thomas.ensp@hotmail.fr Archi paysagiste DPLG Articulteur
martin-rastoin.thomas@live.fr ENSAM
83. Maurage Marie marie.maurage@orange.fr
84. Metbouche Noura noura.metbouche@free.fr revolution999@live.fr Lycee des Calanques
85. Ménier Philippine pmenier-externe@mairie-marseille.fr
86. Merot Alexis alexis.merot@educagri.fr Lycée agricole Aix Valabre
87. Michel Anne tremaliere@free.fr
88. Migliaccio Pierrick pmigliaccio-externe@mairie-marseille.fr Métropole Aix Marseille
89. Monet Nadja nadja.monnet@marseille.archi.fr
90. Montfort Julien julien.monfort@rchitecte.com
91. Monnot Frederic Frederic.Monnot@ampmetropole.fr
92. Mousserin Stephane smousserin@gmail.com Association « Plus belle la rue »
93. Morisseau Magalie mmorisseau@mairie-marseille.fr ville de Marseille Projet urbain
94. Mullard Eric mullarderic@hotmail.com Technicien agricole
95. Otto Suzane contact@soville.fr Architecte-urbaniste SOVILLE
96. Pacitto Jean Louis jlpacitto@gmail.com MALTAE /UAPV
97. Palmaccio Guy guy.palmaccio@orange.fr
98. Pioch Maryse maryse.pioch@bbox.fr écrivain public MALTAE
99. Perl Pamela ppl@laposte.net (étudiante en gestion et protection de la nature)
100. Pic Audrey audrey.pic@ampmetropole.fr
101. Picheral Nicolas npicheral@mouvinnov.com Mouvinov
102. Pottier Jacqueline jppotpot49@gmail.com
103. Poutaraud Claire c.poutaraud@gmail.com urbaniste de Agir en Ville
104. Qui Christian sushiqui@gmail.com
105. Rath Geder Attila rathgederattila@aol.com

106. Reder Pascal pascal_reder@hotmail.com ou pascal-reder@hotmail.com peintre bâtiment
107. Reverdito Denise denise.reverdito@orange.fr Adjointe La Seyne sur mer
108. Robert Jean Christophe filiere.paysanne@gmail.com
109. Robert Gilles grobert@mairie-marseille.fr
110. Saint-Martin Gérard saint-martin.family@wanadoo.fr AMAP Gardanne
111. Saltet Claire claire.saltet@ampmetropole.fr
112. Savini Fabrizio fab.savini@gmail.com Architecte
113. Schnorf Marion marionschnorf@hotmail.fr Cité de l'Agriculture
114. Segond Raphaëlle agence@raphaëlle-segond.fr Architecte / Chercheuse
115. Servadio Martine mservadio@mairie-marseille.fr
116. Sif Aïcha idapatrimoine@gmail.com Resp Développement Ida Patrimoine
117. Terrail Philippe philter@laposte.net scénariste MALTAE / CIETM
118. Thuillier Fabrice ft@heko.farm fd@heko.site
119. Tissone Flore flore.tissone@gmail.com Etudiante IMAST
120. Théron Martine, martine.therond@ampmetropole.fr AMP Aubagne
121. Trapitzine Richard urban.consult@wanadoo.fr
122. Tremalière Anne-Michel tremaliere@free.fr
123. Ughetto Michel michel.ughetto@educagri.fr
124. Vergniolle Gaël abricot@ntymail.com Collectif Chiendent
125. Viet Sandrine sandrineviet@free.fr Bancau de sylvette et partage
126. Wonner Janique adulterelaisgiono@orange.fr centre socioculturel Jean Giono
127. Zentelin Guillaume zentelin@gmail.com Collectif Courts-circuits
128. Zoellin Arielle azoellinjilliot.stagiaire@regionpaca.fr
129. Chazelat Anne Claire anneclaire.chazelat@gmail.com Collectif Courts circuits ENSA

SITES à consulter

- Mémoire à lire, Territoire à l'Écoute <http://www.maltae.org>
- Maison de l'architecture de Marseille <http://www.ma-lereseau.org/paca/>
- Région PACA <http://www.regionpaca.fr/>
- Le Réseau Rural <http://www.reseaururalpaca.fr/>
- Les Archiculteurs <http://www.archiculteurs.com>
- Mairie d'Hyères <http://hyeres.fr/>
- Jshade <http://www.lesgestespartages.fr/fr/professionnel/dominique-viau-agricultrice-bio>
- Communauté d'agglomération du pays de Grasse <http://www.paysdegrasse.fr/>
- Filière paysanne <http://filiere-paysanne.blogspot.fr/>
- Fermes d'avenir <https://fermesdavenir.org/>
- Aubagne <http://www.aubagne.fr/fr/services/travailler-entreprendre/activites-agricoles.html> et <http://paysdaubagne.fr/competences/agriculture-foret>
- Colibris <https://www.colibris-lemouvement.org/>
- AGAM (Agence d'urbanisme de Marseille <http://agam.org/>)
- PAT Interview sur : <http://www.mouvement-metropole.fr/newsletter/voir/id/4-juillet-2015/categorie/22-ressources/article/34-projet-alimentaire-territorial.sls> et <https://www.departement13.fr/uploads/delibs/ROUMD.pdf>
- Gardenlab http://www.gignaclanerthe.fr/gignac-evolue/projets_old/gardenlab2/
- Correns <http://www.correns.fr/fr/information/77112/le-bio-correns>
- Cité de l'agriculture de Marseille <http://www.cite-agri.fr/>
- Campus de Luminy <https://sciences.univ-amu.fr/sites-geographiques/site-luminy>
- Ecole d'architecture de Marseille <http://www.marseille.archi.fr/>

- Ecole Nationale du Paysage <http://www.ecole-paysage.fr/>
- Mairie de la Seyne-sur-mer <http://www.la-seyne.fr/>
- Domaine Fabregas <http://www.la-seyne.fr/accueil/environnement/49-accueil/accueil-environnement/2017-domaine-de-fabregas.html>
- Service de l'Urbanisme de la ville de Marseille <http://logement-urbanisme.marseille.fr/plan-local-durbanisme/renseignements-durbanisme>
- Terre de liens <https://terredeliens.org/provence-alpes-cote-d-azur>
- Agir en ville <http://www.agirenvilles.com/>
- Apprentis d'Auteuil <http://paca.apprentis-auteuil.org>
- Les sentiers de l'abondance <http://lessentiersdelabondance.com/>
- HG13 Habitat participatif <http://www.habitatparticipatif-paca.net/hg13>
- Conseil de développement du Pays d'Arles <http://www.pays-arles.org/le-syndicat-mixte/article/le-conseil-de-developpement>
- Elementerre, Aix-en-Provence <http://elementerre-paca.org/>
- La cerise sur le vélo <http://www.lacerisesurlevelo.fr/>
- Potager en ville <http://potager-en-ville.fr/>
- Monnaie locale complémentaire et citoyenne, la Roue <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/tag/roue/>
- Jardins partagés de Marseille <http://libres-chemins.org/Liste-des-jardins-partages-et>
- Conseil du Territoire du Pays Salonais https://www.agglopo-le-provence.fr/agglopo-le-provence/menu_principal/metropole_aix_marseille_provence/conseils_du_territoire_du_pays_salonais/
- Terre de Mars <http://terredemars.fr/>
- Pays d'Aix en transition <http://www.paysdaixtransition.org/>
- Barème (Gardane) <http://web.ville-gardanne.fr/Chantier-participatif-a-Bareme-19874>
- Thomas Martin, articulateur <http://thomarticulateur.wixsite.com/articulateur/parcours>
- La ferme pédagogique de la Tour des Pins <https://fermedelatourdespins.jimdo.com/>
- Boussol <http://www.bou-sol.eu/>
- Domaine des Fouques <http://fouques-bio.com/bioplx/>
- Jean Belvisi photographie <http://belvisi.eu/>
- Chaircoop <http://chairoop.hypotheses.org/>
- Collectif Chiendent <https://chiendent.jimdo.com/>
- Association Espigaou <http://hoteldunord.coop/espigaou>
- Lycée agricole Valabre <http://www.epl.valabre.educagri.fr/>
- IDA Patrimoine vivant de la Méditerranée <http://www.epl.valabre.educagri.fr/http://www.net1901.org/association/IDA-PATRIMOINE-VIVANT-DE-LA-MEDITERRANEE-IDA,769581.html>
- Université de Sciences économiques et gestion, Aix Marseille <https://feg.univ-amu.fr/faculte>
- Ordre des architectes <https://www.architectes.org/>
- Lycée des Calanques <https://www.facebook.com/lyceedescalanques/>
- Réseau des AMAP Paca <http://www.lesamapdeprovence.org/>
- Association Plus belle la rue <http://www.net1901.org/association/ASSOCIATION-PLUS-BELLE-MARUE,1871440.html>
- Foresta <http://parcforesta.org/index.php/blog/>
- SAFER PACA <http://www.safer-paca.com>
- MOUVINNOV <http://www.mouvinnov.com>